



Dépenses publiques dans les infrastructures, l'économie des soins et l'économie verte : Effets sur l'emploi

LE CAS DES ÉCONOMIES
ÉMERGENTES

Dépenses publiques dans les infrastructures, l'économie des soins et l'économie verte : Effets sur l'emploi :

LE CAS DES ÉCONOMIES ÉMERGENTES

Özlem Onaran* and Cem Oyvatz**

Ce document est une traduction des observations principales figurant dans le rapport mentionné ci-dessus. Le rapport intégral, qui comprend une présentation détaillée de l'approche théorique et de l'explication de la méthodologie utilisée, est accessible en anglais sur le [site Internet de la CSI](#).

Remerciements :

Ce rapport a été préparé pour la Confédération syndicale internationale (CSI) avec le soutien financier de la Fondation Friedrich Ebert. Les auteurs remercient Evelyn Astor, Daniel Kostzer, Beatrice di Padua, Bert De Wel, Marek Harsdorff, İpek İlkkaracan, Maria Nikolaidi, Rafael Wildauer, Yannis Dafermos et Engelbert Stockhammer pour leurs commentaires à différents stades des recherches. La note habituelle relative à la responsabilité est applicable ici.

* Autrice principale : Université de Greenwich, Institute of Political Economy, Governance, Finance and Accountability, courriel : o.onaran@greenwich.ac.uk

** Université de Greenwich, Institute of Political Economy, Governance, Finance and Accountability, courriel : c.oyvat@greenwich.ac.uk

Sommaire

AVANT-PROPOS DE LA CSI :	4
NOTE DE SYNTHÈSE	5
OBSERVATIONS PRINCIPALES : EFFETS DES DÉPENSES PUBLIQUES SUR L'EMPLOI ET LE PIB	8
MÉTHODOLOGIE UTILISÉE POUR L'ESTIMATION	12
RÉSULTATS DES ESTIMATIONS ET SIMULATIONS POLITIQUES	15
EFFETS DE LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PUBLIQUE (FBCF PUBLIQUE)	15
EFFETS DES DÉPENSES PUBLIQUES DANS L'ÉCONOMIE DES SOINS	21
EFFETS DES DÉPENSES PUBLIQUES DANS L'ÉCONOMIE VERTE	27
RÉSUMÉ ET SIMULATION POLITIQUE	32
CONCLUSION ET RÉPERCUSSIONS POLITIQUES	39

Avant-propos de la CSI :

Les répercussions économiques et sociales d'un monde du travail en pleine mutation, dues en grande partie à l'urgence climatique et à la pandémie de COVID-19, ont ébranlé toute la planète, mettant en évidence la nécessité de remédier au plus vite au déficit d'emplois et aux inégalités. Le monde a perdu plus de 255 millions d'emplois à temps plein en 2020¹ et, en 2022, le nombre d'heures de travail demeure nettement inférieur aux chiffres précédant la crise², ce qui montre que le processus de reprise peine à démarrer. En effet, bien que les pays aient augmenté leurs dépenses publiques pendant la pandémie et pris des mesures pour préserver l'emploi et les revenus, dans la plupart des cas leurs réponses ont manqué de vision stratégique à long terme. La crise climatique mondiale et la flambée des prix de l'énergie dans de nombreuses régions du globe rendent urgent le passage à une économie sobre en carbone accompagnée d'une transition juste pour tous.

Les gouvernements doivent mettre en place des politiques favorables à la création d'emplois de qualité respectueux du climat. À l'échelle mondiale, les syndicats appellent à la création de 575 millions d'emplois et à la formalisation d'au moins un milliard d'emplois informels d'ici à 2030, ce qui nous permettra de respecter l'engagement du Programme 2030 des Nations Unies à l'égard du plein emploi et du travail décent, comme le définit l'Objectif de développement durable 8 (ODD 8).

Toutefois, cela ne sera possible qu'avec une augmentation de l'investissement public, en particulier dans les secteurs qui bénéficient aux individus sans porter préjudice au climat, notamment les infrastructures, l'économie des soins et l'économie verte. L'investissement dans la création d'emplois de qualité dans ces

secteurs contribuerait en outre à soutenir la formalisation de l'économie et à encourager une reprise économique juste aux plans social et environnemental.

Ce rapport de recherche démontre qu'une hausse des investissements publics produirait un effet positif significatif à la fois sur le PIB et sur l'emploi au niveau national, en examinant l'incidence d'une augmentation des dépenses publiques sur le PIB et sur l'emploi dans huit pays sélectionnés. Sur une période de cinq ans, une augmentation annuelle des dépenses publiques de l'ordre de 1 % du PIB donnerait les résultats suivants :

- **Dans l'économie des soins** : une hausse moyenne du PIB supérieure à 11 %, et une augmentation de 6,3 % de l'emploi total.
- **Dans l'économie verte** : une hausse moyenne du PIB de 10 %, et une augmentation de 7,5 % de l'emploi total.
- **Dans les infrastructures** : une augmentation de 12 % du PIB et de l'emploi.

En d'autres termes, selon le rapport, il est crucial que les gouvernements investissent en priorité dans ces trois secteurs pour opérer les transformations structurelles du marché du travail, ce qui favoriserait autant l'emploi que la croissance économique globale.

Le rapport présente également une description des scénarios de financement permettant une mobilisation substantielle des dépenses publiques pour financer équitablement cette transition. Par exemple, il est suggéré de recourir à une imposition progressive (sur les revenus et la richesse) et de prendre en considération le

¹ OIT (2021) COVID-19 et le monde du travail. Septième édition.

² OIT (2022) COVID-19 et le monde du travail. Huitième édition.

rôle des banques nationales d'investissement et des politiques monétaires.

Le moment est venu de réaliser ces objectifs à la fois ambitieux et urgents. La planète et tous ses habitants méritent une transition juste pour parvenir au plein emploi dans des secteurs durables. Dans cette perspective, les gouvernements doivent effectuer les investissements publics nécessaires pour soutenir la création d'emplois décents et assurer directement les transformations structurelles du marché du travail. La politique publique doit rester au centre du développement des secteurs industriels qui garantissent des emplois formels de qualité

ainsi que des revenus décents, établis dans le cadre d'un dialogue social permanent auquel participent efficacement les syndicats. Ce rapport indique que les gouvernements doivent cesser de privilégier une approche de « bas niveau » à la création d'emplois, axée sur les faibles salaires et les emplois de piètre qualité – une stratégie peu judicieuse pour accroître le nombre d'emplois, et qui n'a d'ailleurs pas fonctionné. En revanche, l'investissement dans des emplois décents et durables est positif pour les travailleurs et pour l'ensemble de l'économie.

Note de synthèse

Ce rapport étudie les effets que peut avoir une augmentation des dépenses publiques dans l'économie des soins³, l'économie verte⁴ et les infrastructures sur l'emploi des hommes et des femmes et sur le PIB d'un pays, dans huit économies émergentes sélectionnées. Nous avons utilisé le modèle à vecteur autorégressif (VAR) pour chaque pays et examiné les scénarios politiques relatifs à une augmentation des dépenses publiques dans ces trois secteurs.

Ce document présente les possibilités de création d'emplois qu'offrent les énergies renouvelables, les transports publics et d'autres infrastructures, ainsi que l'économie des soins, en mettant l'accent sur le potentiel des **politiques renforcées pour faciliter une transition juste vers une économie zéro carbone.** Par ailleurs, **les effets sexospécifiques sur l'emploi ont été analysés pour les trois**

types de dépenses publiques, et l'importance d'une politique monétaire et budgétaire assurant une transition juste aussi équitable pour les hommes que pour les femmes a fait l'objet d'une attention particulière.

Le document calcule également les effets multiplicateurs budgétaires connexes des dépenses publiques dans les soins, l'économie verte et les infrastructures à partir des effets estimés sur le PIB. **Il apparaît que les effets multiplicateurs ont une incidence positive sur le PIB dans tous les pays étudiés** et que, dans la plupart des pays, ces effets sont considérables dans toutes les catégories de dépenses, dans la mesure où ils sont supérieurs à un à moyen terme.

- **En ce qui concerne les infrastructures physiques publiques,** les multiplicateurs cumulatifs de six pays au terme d'une

³ Dans ce document, le terme « économie des soins » fait référence aux soins de santé, aux services sociaux, à l'éducation et à la petite enfance.

⁴ En analysant les dépenses publiques dans l'économie verte, le document se réfère aux énergies renouvelables, à l'efficacité énergétique et aux transports publics.

période de cinq ans se trouvent entre 1,9 (Colombie) et 4,6 (Corée du Sud) ; autrement dit, une augmentation des dépenses publiques dans les infrastructures physiques (formation brute de capital fixe) d'un peso colombien accroît le PIB colombien de 1,9 peso colombien en cinq ans. En moyenne (sur les huit pays étudiés), l'effet multiplicateur cumulé des dépenses publiques dans les infrastructures physiques sur le PIB est de 2,6 au bout de cinq ans.

- **L'effet multiplicateur cumulé des dépenses publiques dans les soins** sur le PIB sur une période de cinq ans, dans six pays, se situe entre 1,6 (Turquie et Afrique du Sud) et 4,5 (Corée du Sud). En moyenne, dans les huit pays, l'effet multiplicateur cumulé des dépenses publiques dans les soins s'élève à 2,17 en cinq ans.
- **L'effet multiplicateur cumulé des dépenses publiques dans l'économie verte** se situe entre 1,1 (Corée du Sud) et 4,5 (Turquie) dans sept pays à la fin de la période de cinq ans. En moyenne, l'effet multiplicateur cumulé des dépenses publiques dans l'économie verte atteint 1,9 sur cinq ans.

Les différences entre les pays indiquent que non seulement le montant mais aussi la composition et le caractère ciblé des dépenses jouent un rôle important, en plus d'autres variables, telles que la dépendance vis-à-vis des importations ou le degré d'informalité de l'économie.

À des fins de clarté, le présent document analyse l'impact des dépenses publiques sur le solde budgétaire primaire en l'absence de toute modification des taux d'imposition, c'est-à-dire la partie des dépenses publiques qui est autofinancée. D'autres possibilités de financement permettant une mobilisation substantielle des dépenses publiques sont en

cours de **discussion, notamment l'imposition progressive des revenus et de la richesse, les banques nationales d'investissement et la politique monétaire.**

Observant les effets des dépenses publiques sur l'emploi et le PIB, le document évoque le potentiel d'amélioration de la productivité de la main-d'œuvre à moyen terme. **Les gains de productivité permettent des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail, et une semaine de travail plus courte avec une compensation salariale.** Ils contribuent également à répondre aux problèmes liés aux effets des dépenses budgétaires sur les contraintes de la balance des paiements des économies émergentes.

L'étude présente une simulation politique des effets d'une augmentation annuelle répétée des dépenses publiques dans les infrastructures physiques, l'économie des soins et l'économie verte de l'ordre d'un point de pourcentage du PIB sur une durée de cinq ans :

- Une augmentation annuelle répétée de l'investissement public dans les **infrastructures physiques** d'un point de pourcentage du PIB crée au bout de cinq ans une **hausse cumulative du PIB** à un taux compris entre 4,1 % (Philippines) et 23,5 % (Corée du Sud) dans sept pays, et une **augmentation cumulative de l'emploi total**, entre 1,5 % (Inde) et 31,5 % (Afrique du Sud). **En moyenne, le PIB et l'emploi augmentent de 12 %.** Dans six pays, les chiffres de l'emploi augmentent aussi bien chez les hommes que chez les femmes et, au Chili, en Colombie, en Indonésie, en Afrique du Sud et en Turquie, **le taux d'augmentation de l'emploi des femmes** est plus élevé, bien que le nombre de nouveaux emplois occupés par les femmes demeure inférieur à celui des hommes en raison des disparités initiales entre les deux sexes. Aux Philippines et en Inde, l'effet

sur l'emploi est positif et significatif seulement pour les hommes. Ces différences montrent qu'il est important d'intégrer la dimension de genre pour évaluer l'impact de l'investissement public sur l'emploi, et de réfléchir attentivement aux investissements complémentaires dans d'autres secteurs qui encouragent l'emploi des femmes.

- Une augmentation annuelle répétée des dépenses publiques dans **l'économie des soins** d'un point de pourcentage crée au bout de cinq ans une **hausse cumulative du PIB** à un taux compris entre 1,3 % (Colombie), 4,9 % (Turquie), 15,3 % (Indonésie), 16,9 % (Inde) et 23,7 % (Corée du Sud) dans sept pays. **L'emploi total** augmente à un taux allant de 1,5 % (Chili), 3,1 % (Turquie), 12,5 % (Indonésie) et 4,6 % (Inde), jusqu'à 18 % (Corée du Sud), ce qui crée des emplois aussi bien pour les femmes que pour les hommes, bien qu'à un rythme plus soutenu pour les femmes. **En moyenne, le PIB augmente de 11,1 % et l'emploi de 6,3 %.**
- Une augmentation annuelle répétée des dépenses publiques dans **l'économie verte** d'un point de pourcentage crée au bout de cinq ans une **hausse cumulative du PIB** à un taux compris entre 1,9 % (Philippines), 4,8 % (Indonésie), 12,7 % (Inde) et 22 % (Turquie) dans les huit pays. **L'effet cumulatif sur l'emploi total** se situe entre 0,9 % (Philippines et Indonésie), 5,7 % (Turquie), et 27 % (Colombie). **En moyenne, le PIB augmente de 10 % et l'emploi de 7,5 %.**

Enfin, l'étude montre les effets d'une politique monétaire et budgétaire reposant sur la combinaison entre une augmentation répétée des dépenses publiques dans l'économie des soins, l'économie verte et d'autres infrastructures physiques (telles que le logement, les écoles et les hôpitaux) d'un point de pourcentage du PIB chaque année pendant

cinq ans. D'après ce scénario politique, à l'issue des cinq ans, **l'augmentation cumulative du PIB** s'élève à 6,6 % (Philippines), 27,1 % (Colombie), 27,8 % (Afrique du Sud), 31,8 % (Inde), 37,2 % (Indonésie), 43,8 % (Turquie), 59 % (Chili) et 63,6 % (Corée du Sud).

Après cinq ans, **l'emploi total cumulatif**⁵ augmente de 1 % aux Philippines, 10,3 % en Inde, 21 % en Turquie, 23,8 % en Indonésie, 27,8 % au Chili, 39,3 % en Colombie, 48,9 % en Corée du Sud et 57 % en Afrique du Sud. **En moyenne, le PIB augmente de 37,1 %, l'emploi de 28,6 %, l'emploi des hommes de 25,4 % et l'emploi des femmes de 33,5 %.**

Par ailleurs, le document fait état de la création d'un nombre significatif de nouveaux emplois : 320.000 aux Philippines, 2,2 millions au Chili, 4,9 millions en Turquie, 7,9 millions en Colombie, 9 millions en Afrique du Sud, 12,6 millions en Corée du Sud, 22,4 millions en Indonésie, 27,6 millions en Inde. Ces résultats soulignent **le considérable potentiel de conversion de l'économie verte et de l'économie des soins, en se détournant des industries à forte intensité de carbone. En outre, cette conversion génère de nouveaux besoins d'éducation et de formation**, ce qui démontre une nouvelle fois la nécessité croissante d'investir dans le volet éducation de l'économie des soins.

Débutant avec d'importantes disparités entre hommes et femmes en matière d'emploi, il apparaît à la fin de cette politique de relance que davantage d'emplois sont créés pour les hommes que pour les femmes (hormis en Colombie et en Afrique du Sud) ; néanmoins, **des niveaux de croissance plus élevés sont à noter pour l'emploi des femmes** (sauf aux Philippines). Ces observations révèlent **l'importance d'élaborer des politiques d'embauche et de formation qui veillent à ce que les nouveaux emplois dans l'économie verte et les infrastructures physiques emploient également des femmes et évitent**

⁵ À l'exception de l'agriculture.

les schémas de ségrégation professionnelle existants, avec une prédominance des femmes dans l'économie des soins et une faible proportion de femmes dans l'économie verte.

Pour finir, les observations mettent en exergue le potentiel de réorientation de l'économie verte

et de l'économie des soins, ce qui permet aux pays de s'éloigner des industries polluantes et à forte intensité de carbone en créant de **nouveaux emplois formels décents** dans des secteurs porteurs d'avantages considérables pour l'environnement et la société.

Observations principales : Effets des dépenses publiques sur l'emploi et le PIB

Ce document discute des effets que les changements effectués dans les dépenses publiques peuvent avoir sur la production et sur l'emploi des femmes et des hommes à partir du cadre théorique décrit dans le rapport principal ([publié en anglais](#)).

Il est possible d'accroître les dépenses publiques dans l'économie des soins en augmentant l'emploi ou les salaires dans le secteur social public⁶. Dans le cas des dépenses publiques dans les REEEPT (Ressources et ingénierie environnementale, énergie et technologie électrique), ou infrastructures, cela peut prendre la forme d'une externalisation ou de subventions du secteur public à un prestataire privé pour fournir des biens et services. Il peut aussi s'agir du résultat des programmes d'emplois publics directs, qui peuvent créer une hausse de l'emploi et des salaires dans le reste de l'économie. Par souci de simplicité, pour décrire

les canaux théoriques à travers lesquels les dépenses publiques influent sur la production et l'emploi comme indiqué ci-dessous, nous avons essentiellement étudié le cas dans lequel l'effet direct des dépenses publiques dans les REEEPT, ou infrastructures, consiste à embaucher davantage d'employés, et où tout effet sur les salaires est indirect du fait de la force de négociation accrue de la main-d'œuvre⁷. La méthodologie de l'estimation empirique (VAR) discutée ci-après reflète les effets d'une augmentation des dépenses publiques suite à une augmentation de l'emploi et des taux de salaire, ainsi que les estimations des effets cumulatifs sur la production et l'emploi.

Une hausse des dépenses publiques se répercute sur les composantes de la demande globale et, par voie de conséquence, sur la production à court et moyen terme, comme le résume le tableau 1 ci-dessous.

⁶ À court terme (lors de la première année), nous supposons que l'emploi dans le secteur des soins peut augmenter en même temps que le stock de capital existant (par exemple : hôpitaux, centres de soins, écoles, etc.). Le modèle et la méthodologie des estimations prévoient une croissance du stock de capital dans l'économie des soins au cours des années suivantes. Nous avons également évalué les effets conjugués de la hausse de l'emploi dans le secteur des soins (et des salaires) et de la formation brute de capital fixe publique, qui comprend l'investissement dans les établissements publics tels que les hôpitaux, les centres de soins, les garderies et les écoles. Pour pallier la pénurie de main-d'œuvre dans ce secteur, les dépenses dans l'éducation et la formation sont primordiales, bien qu'il puisse y avoir un décalage dans le temps.

⁷ Si les salaires augmentent dans le cadre du programme des dépenses publiques, cela se traduira dans notre modèle par des effets directs sur la participation aux bénéfices, donc sur l'investissement et les exportations nettes, ce qui élargit l'analyse présentée ci-après.

TABLEAU 1. IMPACT D'UNE AUGMENTATION DES DÉPENSES PUBLIQUES SUR LA DEMANDE GLOBALE

	EFFETS DIRECTS À COURT TERME		EFFETS DIRECT À MOYEN TERME	
	DÉPENSES PUBLIQUES DANS LE SECTEUR SOCIAL (ÉCONOMIE DES SOINS)	DÉPENSES PUBLIQUES DANS LES REEPT (ÉCONOMIE VERTE) OU INFRASTRUCTURES	DÉPENSES PUBLIQUES DANS LE SECTEUR SOCIAL (ÉCONOMIE DES SOINS)	DÉPENSES PUBLIQUES DANS LES REEPT (ÉCONOMIE VERTE) OU INFRASTRUCTURES
CONSOMMATION DANS LE RESTE DE L'ÉCONOMIE (N)	AUGMENTATION DE L'EMPLOI DANS H (+)	AUGMENTATION DE L'EMPLOI DANS N (+) RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION PRIVÉE AU MOYEN DE FINANCEMENTS PUBLICS (-)	AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITÉ ET DE LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES (?)	AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITÉ ET DE LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES (?)
CONSOMMATION DANS LE SECTEUR SOCIAL (PUBLIC ET PRIVÉ) (H)	EFFET POSITIF DIRECT (+) AUGMENTATION DE L'EMPLOI DANS H (+) RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION PRIVÉE AU MOYEN DE FINANCEMENTS PUBLICS (-)	AUGMENTATION DE L'EMPLOI DANS N (+)	AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITÉ ET DE LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES (?)	AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITÉ ET DE LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES (?)
INVESTISSEMENT PRIVÉ	VARIATION DE LA DETTE PUBLIQUE/ PIB (-/0?)	VARIATION DE LA DETTE PUBLIQUE/ PIB (-/0?) AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL OU DES INFRASTRUCTURES (+) REPLACEMENT DE L'INVESTISSEMENT PRIVÉ DANS LES INFRASTRUCTURES (-)	AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITÉ ET DE LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES (+) VARIATION DE LA DETTE PUBLIQUE/ PIB (-/0?)	AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITÉ ET DE LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES (+) VARIATION DE LA DETTE PUBLIQUE/ PIB (-/0?)
DÉPENSES DU GOUVERNEMENT	EFFET POSITIF DIRECT (+)	EFFET POSITIF DIRECT (+)		
EXPORTATIONS NETTES	0	EFFET NÉGATIF DÙ À L'AUGMENTATION DES IMPORTATIONS (-)	AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITÉ ET DIMINUTION DES COÛTS UNITAIRES RÉELS (+)	AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITÉ ET DIMINUTION DES COÛTS SALARIAUX UNITAIRES RÉELS (+) EFFET NÉGATIF DÙ À L'AUGMENTATION DES IMPORTATIONS (-)

Note : Il existe d'autres effets multiplicateurs, qui ne figurent pas dans ce tableau.

Dans un premier temps, nous avons étudié les effets à court terme. Les trois types de dépenses publiques devraient avoir des effets positifs directs sur la production totale, ainsi que d'autres effets multiplicateurs, étant donné que cela crée davantage d'emplois et de revenu global qui, à leur tour, augmentent la consommation des ménages et l'investissement privé en raison des effets sur la demande. L'ampleur des effets multiplicateurs des trois types de dépenses différents dépendent i) du niveau d'intensité de la main-d'œuvre dans les secteurs qui reçoivent les financements supplémentaires, ii) de la propension marginale à l'importation découlant des nouveaux financements, iii) des effets du remplacement des financements privés sur la consommation des ménages, iv) des effets de l'accès aux infrastructures publiques sur l'investissement privé, et v) de la répartition des nouveaux emplois entre les hommes et les femmes.

En ce qui concerne les effets sexospécifiques, d'importantes différences sont à noter au niveau des effets des dépenses publiques dans l'économie des soins d'une part et dans les REEEPT et infrastructures d'autre part. Les femmes occupent davantage d'emplois dans le secteur social. Par conséquent, nous prévoyons qu'une augmentation de la proportion du secteur social dans la production globale augmente la proportion de travailleuses par rapport à l'emploi total. Par ailleurs, une hausse des dépenses sociales affectées à la petite enfance ou aux personnes âgées devrait également accroître la participation de la main-d'œuvre féminine et l'emploi des femmes dans le reste de l'économie, si elle va de pair avec une hausse de la production et de la demande de main-d'œuvre. Ces effets sur la répartition des emplois entre les hommes et les femmes agissent ensuite sur les modèles de consommation et la propension marginale moyenne à consommer dans l'ensemble de l'économie. Des recherches antérieures indiquent que la propension

marginale à consommer, dans le secteur des services sociaux, est plus forte chez les femmes que chez les hommes, et que la propension marginale à consommer, dans les autres biens et services, est plus importante chez les hommes que chez les femmes (Onaran, Oyvatt, et Fotopoulou, 2022a, b; Seguino et Floro, 2003; Morrison, Raju, et Sinha, 2007; Lee et Pocock, 2007).

Une augmentation des dépenses publiques, associée à des taux d'imposition constants, pourrait accroître la proportion de la dette publique dans le PIB, si les effets multiplicateurs sont plutôt modérés. Cela peut alors entraîner une augmentation du taux d'intérêt, dans certaines circonstances, en particulier lorsque la politique monétaire ne tient pas activement compte de la politique budgétaire. Ainsi, en fonction de l'élasticité du taux d'intérêt de l'investissement, il peut y avoir des effets d'éviction négatifs sur l'investissement privé. Toutefois, ces effets peuvent être limités si l'investissement n'est pas très sensible au taux d'intérêt et si l'effet de l'emprunt public sur le taux d'intérêt n'est pas très important.

Enfin, une augmentation de l'emploi des hommes et des femmes (en proportion de l'offre de main-d'œuvre) produira une hausse des taux de salaire des hommes et des femmes. Les variations des taux de salaire des hommes et des femmes s'influencent mutuellement.

Dans un deuxième temps, nous avons observé les effets à moyen terme, lorsque la productivité de la main-d'œuvre (production/travailleur) dans le reste de l'économie est susceptible d'augmenter suite à une hausse de la production, des salaires, des dépenses privées et publiques dans l'économie des soins, l'économie verte et les infrastructures.

Une augmentation des dépenses publiques dans le secteur social devrait avoir une incidence positive directe sur la productivité

de la main-d'œuvre à moyen terme grâce aux contributions en faveur des capacités humaines, ce qui pourrait être dû à l'impact positif de l'éducation et des services de garde d'enfants sur les compétences, ou de celui des soins de santé sur l'état de santé des citoyens. L'effet des services sociaux sur la productivité serait peut-être plus indirect, en améliorant le tissu social, la sécurité sociale et le bien-être, et en permettant aux travailleurs domestiques non rémunérés de réaliser pleinement leur potentiel. Pour les trois types de dépenses de soins, il se produit également un effet positif sur la productivité, qui découle de la participation accrue des femmes à la main-d'œuvre – sans quoi les femmes dispenseraient des soins domestiques non rémunérés – et qui contribue à libérer tout leur potentiel productif. En ce qui concerne les soins non rémunérés de l'économie, une hausse des dépenses publiques dans les soins pourrait réduire certains besoins de soins non rémunérés au sein du ménage, notamment le travail de surveillance non rémunéré – à défaut de réduire la charge émotionnelle (Folbre, 2006). Le travail de soins rémunéré et non rémunéré améliore les capacités productives et les compétences des bénéficiaires (England, 2005; Folbre, 2006; Folbre et Heintz, 2017) et pourrait renforcer les connaissances permettant d'accroître la productivité (Folbre et Heintz, 2019).

Pour les trois types de dépenses publiques, une production plus importante dans l'économie génère également une augmentation de la productivité de la main-d'œuvre, et cela peut conduire à une affectation plus efficace des ressources. Le recours des ménages aux services sociaux pourrait aussi augmenter avec les revenus, ce qui aurait pour effet d'accroître la productivité de la main-d'œuvre.

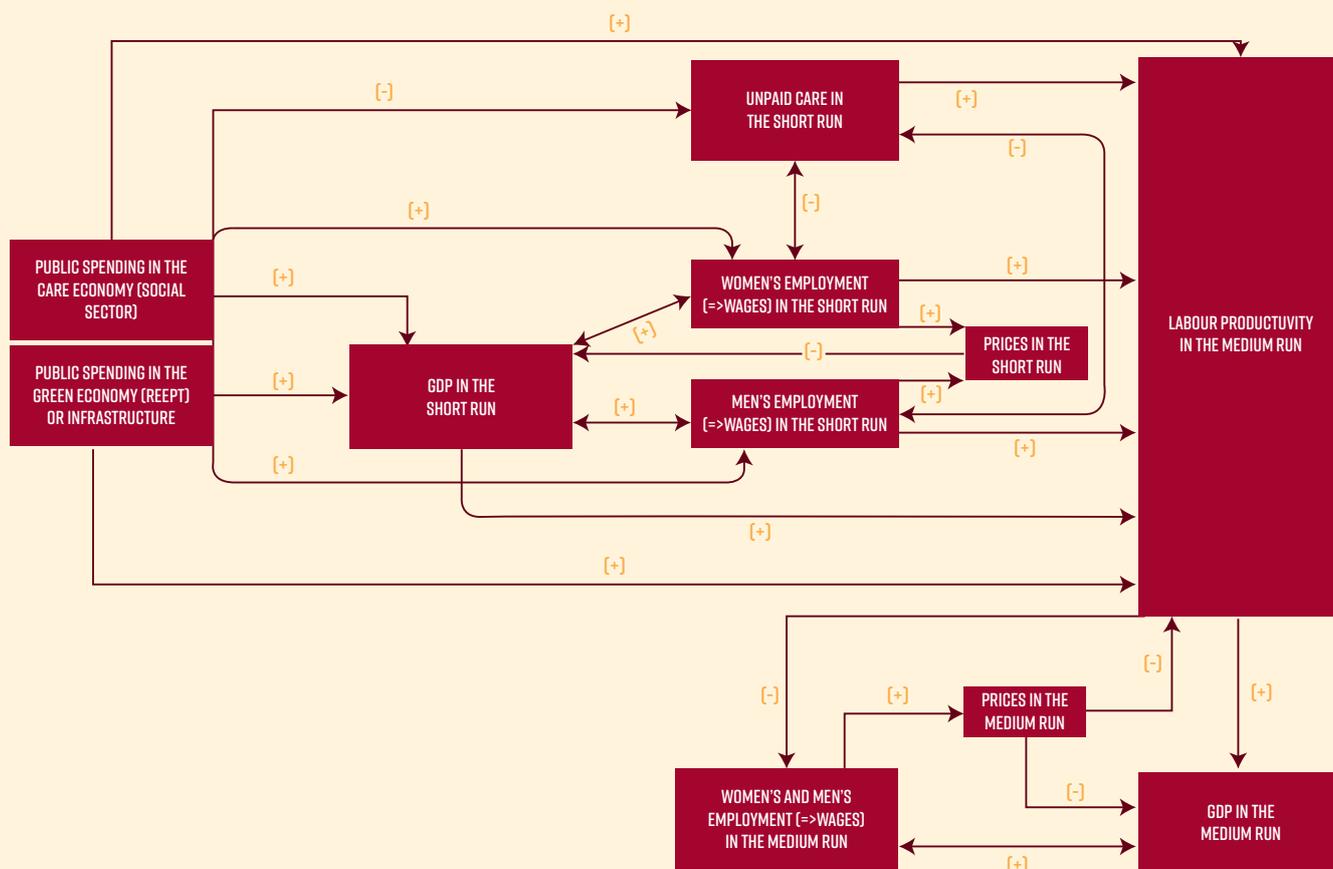
En ce qui concerne les dépenses publiques dans les infrastructures, la productivité de la main-d'œuvre devrait augmenter sous l'effet

direct de l'amélioration des infrastructures, et indirectement par le jeu des répercussions sur l'investissement privé.

L'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre a également une incidence sur la production, de par son effet positif sur la participation aux bénéfices qui, à son tour, stimule l'investissement privé. Une meilleure productivité devrait aussi accroître les exportations et diminuer les importations en raison des faibles coûts salariaux unitaires, dans la mesure où cela augmente la compétitivité internationale de l'économie. De même, la variation de la productivité de la main-d'œuvre pourrait agir sur la consommation, en modifiant la répartition des revenus entre les salaires et les bénéfices, dont les propensions marginales à consommer sont différentes.

Comme pour le court terme, à moyen terme une augmentation des dépenses publiques peut générer une variation de la dette publique par rapport au PIB, et affecter les investissements privés. Cependant, étant donné que les dépenses publiques dans le secteur social influent sur la productivité de la main-d'œuvre à moyen terme, les possibles effets d'éviction peuvent être atténués, voire inversés, pendant cet intervalle de temps.

L'effet à moyen terme des dépenses publiques sur l'emploi dépend de la taille relative de l'augmentation de la production et de la productivité de la main-d'œuvre. Nous estimons que l'augmentation proportionnelle de la production dépassera celle de la productivité en réponse aux trois catégories de dépenses publiques, et qu'il y aura un effet positif à moyen terme sur l'emploi, bien que comportant des différences entre les hommes et les femmes. La figure 1 résume l'effet des dépenses publiques sur l'emploi, la production et la productivité de la main-d'œuvre.

FIGURE 1. EFFET DES DÉPENSES PUBLIQUES SUR L'EMPLOI, LA PRODUCTION ET LA PRODUCTIVITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Méthodologie utilisée pour l'estimation

Notre méthodologie adopte une approche systémique reposant sur le modèle à vecteur autorégressif (VAR) pour étudier les relations de causalité multidimensionnelles et complexes qui existent entre les dépenses publiques, la production et l'emploi, comme les décrit le rapport principal. Oyvatt et Onaran (2022) utilisent le modèle VAR pour estimer les effets des dépenses publiques dans l'économie des soins en Corée du Sud. Batini et al (2020) ont évalué les effets des dépenses publiques dans les énergies propres renouvelables et d'autres

possibilités sur le PIB en se servant d'un modèle VAR semi-structurel pour un ensemble de pays. Wildauer et al. (2021) ont appliqué un modèle VAR pour étudier l'effet de la formation brute de capital fixe publique (FBCF publique) sur le PIB dans l'Union européenne. Onaran et Stockhammer (2005) ont estimé l'effet de la répartition fonctionnelle du revenu sur la production et l'emploi au moyen du modèle VAR pour la Turquie et la Corée du Sud. Stockhammer et Onaran (2004), Barbosa-Filho et Taylor (2006), Kiefer et Rada (2015), ainsi que

Jump et Mendieta-Muñoz (2017), ont estimé l'effet de la part salariale ou des salaires sur la production et/ou l'emploi aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France. L'avantage de cette approche réside dans le fait qu'elle permet d'intégrer l'interaction entre les dépenses publiques, les salaires, l'emploi, la demande et la productivité, et qu'elle est plus adaptée pour traiter les questions d'endogénéité et rendre compte des variations endogènes dynamiques en matière de salaires, d'offre de main-d'œuvre, de ségrégation professionnelle, de productivité et de travail non rémunéré. Le modèle VAR permet de suivre les effets à travers l'ensemble d'un système au lieu d'analyser une équation à la fois. Néanmoins, cette approche nécessite de se focaliser sur un sous-ensemble des variables du modèle théorique, car les degrés de liberté des estimations pourraient se réduire rapidement en présence d'autres variables du fait des nombreux décalages (Enders, 2015).

Nous avons mené à bien des estimations propres à chaque pays en utilisant des données de séries chronologiques. La période d'estimation est déterminée par la disponibilité des données dans chaque pays. Nous avons évalué l'impact d'une augmentation des dépenses publiques dans les infrastructures publiques (FBCF publique), l'économie des soins, les sous-secteurs fournissant des intrants pour les REEEPT, sur l'emploi des hommes et des femmes dans le secteur non agricole et sur le PIB. En combinant les effets sur l'emploi des hommes et des femmes dans le secteur non agricole, nous avons calculé les effets sur l'emploi total dans le secteur non agricole. Dans les estimations économiques, l'indicateur de l'emploi se base sur le secteur non agricole pour éviter d'éventuelles distorsions dues à la proportion élevée de travailleurs informels ou indépendants ou aidants familiaux non rémunérés dans le secteur de l'agriculture.

Nous avons estimé des spécifications alternatives en utilisant différentes combinaisons de variables relatives aux dépenses publiques :

- 1) La spécification (1) se compose de cinq variables du système, dans l'ordre suivant : FBCF publique, production dans le secteur social (éducation, garde d'enfants, santé et services sociaux), emploi des hommes et emploi des femmes dans le secteur non agricole, PIB. Nous n'avons pas intégré les REEEPT et la FBCF publique dans la même spécification pour éviter une double comptabilisation, étant donné que la plupart des dépenses dans les infrastructures concernent la construction et les intrants du secteur de l'industrie manufacturière. Cette spécification représente les dépenses publiques dans les REEEPT dans le cadre de la FBCF publique totale, et exclut les dépenses courantes dans les REEEPT.
- 2) La spécification (2) comprend les sous-secteurs qui fournissent les intrants pour les REEEPT et comportent six variables, dans l'ordre suivant : valeur ajoutée dans la construction, services de transports publics (hormis le transport aérien), valeur ajoutée d'un secteur représentant la synthèse de la somme de la valeur ajoutée des sous-secteurs de l'industrie manufacturière qui fournissent des intrants pour les REEEPT⁸, emploi des hommes et emploi des femmes dans le secteur non agricole, PIB. Nous avons traité la valeur ajoutée dans les services de transports publics, la construction et les sous-secteurs de l'industrie manufacturière comme des variables distinctes au lieu de comptabiliser

⁸ Pour la Corée du Sud, la Turquie, le Chili et la Colombie, il s'agit de la somme de la valeur ajoutée des sous-secteurs de l'industrie manufacturière 2520, 2610, 2694, 2695, 2720, 28 (tous les sous-secteurs, à savoir 281, 289), 291, 292, 293, 31 (tous les sous-secteurs), 3210, 352, 3599 (codes basés sur la classification ISIC3 Rev.3). Pour l'Afrique du Sud, les Philippines, l'Inde et l'Indonésie, il s'agit de la somme de la valeur ajoutée des sous-secteurs de l'industrie manufacturière 2520, 2610, 2694, 2720, 28 (tous les sous-secteurs, à savoir 281, 289), 291, 292, 31 (tous les sous-secteurs), 3210, 352. Le nom des secteurs figure dans la section 3 du rapport et de plus amples informations sont indiquées en annexe 3. Concernant la somme des sous-secteurs, nous avons pris en compte la valeur ajoutée plutôt que la production pour éviter une double comptabilisation. De même, étant donné que la méthodologie utilisant le modèle VAR représente l'effet d'une augmentation de la demande dans un secteur sur les autres secteurs, nous avons également utilisé la valeur ajoutée pour la construction et les services de transports publics.

leur somme pour les REEEPT, car elles devraient avoir des effets multiplicateurs différents en raison des disparités au niveau de l'intensité de la main-d'œuvre et du contenu des intrants importés.

À partir des estimations des fonctions des réponses impulsionnelles cumulatives orthogonalisées, nous avons présenté en premier lieu l'effet d'une augmentation de chaque catégorie de dépenses publiques, comme indiqué dans la section 3, au début et au cours des cinq années suivantes. Dans la spécification 1, nous avons analysé les effets d'une augmentation d'un point de pourcentage du PIB dans l'économie verte et dans la FBCF publique. Dans la spécification 2, nous avons analysé les effets d'une augmentation de 0,327 point de pourcentage du PIB de la somme de la valeur ajoutée dans la construction, de 0,216 point de pourcentage du PIB dans les services de transports publics, et de 0,458 point de pourcentage du PIB dans les sous-secteurs de l'industrie manufacturière fournissant des intrants pour les REEEPT (selon les poids figurant dans le tableau A3.2 de l'annexe 3 du rapport principal).

En deuxième lieu, nous avons calculé les effets cumulatifs d'une augmentation répétée des dépenses publiques sur une période de cinq ans⁹. En troisième lieu, nous avons proposé un scénario alternatif dans lequel nous multiplions les effets d'une augmentation d'un point de pourcentage du PIB dans l'économie des soins et dans les REEEPT au moyen de l'investissement supplémentaire nécessaire indiqué dans les annexes 3.3-4, comme mentionné dans la section 3 du rapport principal.

À partir de ces estimations, nous avons calculé les effets des dépenses publiques sur le taux

d'emploi (emploi total et emploi des hommes et des femmes) pour le taux de croissance de la population prévu (en appliquant le taux de croissance de l'emploi dans le secteur non agricole à l'emploi total).

Pour finir, nous avons calculé la somme de l'effet sur l'emploi d'une augmentation dans le secteur des soins, les REEEPT et la FBCF publique. Les spécifications alternatives (1 et 2) mentionnées ci-dessus ont été utilisées pour présenter les effets cumulatifs sur l'emploi et le PIB.

Il convient de noter ici que la catégorie d'énergies renouvelables que nous avons retenue ne prend pas en considération les dépenses courantes liées à la production d'énergie à partir d'énergies renouvelables. La méthodologie VAR répond en partie à cette question car elle rend compte des effets multiplicateurs différés de l'investissement de capital dans les énergies renouvelables sur l'emploi total. Nous n'avons pas non plus explicitement évalué les effets du désinvestissement dans les activités basées sur les combustibles fossiles, polluantes et à forte intensité de carbone, mais les canaux théoriques donnent la possibilité à l'investissement vert (REEEPT) de remplacer ou de réduire l'investissement polluant/à forte intensité de carbone ou la demande de consommation, comme en attestent les données historiques, quoique de façon limitée – la transition vers les énergies renouvelables étant un processus relativement récent. Cependant, nos résultats révèlent qu'en termes d'emploi, l'économie verte et l'économie des soins peuvent potentiellement ouvrir la voie à la discussion politique pour privilégier les secteurs à faible intensité de carbone et se détourner des secteurs à forte intensité de carbone¹⁰.

⁹ Une durée de cinq ans est réaliste, car elle correspond à une nouvelle période de changement au niveau des politiques gouvernementales, et elle laisse les mesures politiques répondre à l'urgence de l'investissement nécessaire d'ici 2030.

¹⁰ Les effets de l'investissement dans les énergies renouvelables sur les émissions de carbone dépendent des répercussions des dépenses dans les secteurs à forte intensité de carbone. La réduction des émissions sera bien plus forte si l'investissement dans les énergies renouvelables augmente et si l'investissement dans les combustibles fossiles diminue que si l'investissement dans les énergies renouvelables augmente alors que celui dans les combustibles fossiles reste identique.

Résultats des estimations et simulations politiques

Cette section présente les résultats des estimations relatives à l'incidence de la FBCF publique, de l'économie des soins et de l'économie verte (sous-secteurs fournissant des intrants pour les REEEPT) sur le PIB et sur l'emploi des femmes et des hommes (dans le secteur non agricole) au moyen du modèle VAR. L'annexe 5 du rapport principal présente les estimations des fonctions des réponses impulsionnelles cumulatives (orthogonalisées). Compte tenu des réponses impulsionnelles estimées pour la spécification 1, les figures 2 et 4 indiquent la variation cumulative du PIB, de l'emploi des femmes et des hommes (et de l'emploi total dans tous les secteurs non agricoles)¹¹ en pourcentage, suite à une augmentation ponctuelle de la FBCF publique d'un point de pourcentage du PIB et des dépenses publiques dans l'économie des soins d'un point de pourcentage du PIB, respectivement. La figure 6 montre les effets

d'une augmentation ponctuelle des dépenses publiques dans l'économie verte (REEEPT) d'un point de pourcentage du PIB, à partir des réponses impulsionnelles estimées pour la spécification 2. Quant aux figures 2, 4 et 6, les effets relevés à l'année zéro correspondent aux effets de ce choc initial, alors que les effets à l'année cinq révèlent les effets cumulatifs à moyen terme regroupant les effets de départ et les effets ultérieurs de ce choc ponctuel. L'effet sur le PIB est l'effet multiplicateur, qui illustre également la variation du PIB en réponse à une variation d'une unité dans la catégorie des dépenses publiques (en monnaie locale dans les deux cas). Les figures 3, 5, et 7 montrent les effets d'une augmentation annuelle des dépenses publiques pendant cinq ans dans la FBCF, l'économie des soins et l'économie verte d'un point de pourcentage du PIB chaque année (répétant et accumulant les effets d'un choc ponctuel chaque année).

Effets de la formation brute de capital fixe publique (FBCF publique)

Comme l'indique la figure 1, au Chili, une augmentation ponctuelle de la FBCF publique d'un point de pourcentage du PIB entraîne une augmentation de 1,8 % du PIB au début et de 3,7 % sur une période de cinq ans, c'est-à-dire qu'une augmentation des dépenses publiques dans la FBCF publique d'un peso chilien accroît le PIB du pays de 3,7 pesos chiliens au bout de

cinq ans. L'emploi des femmes et des hommes augmente de 1,7 % et 2 % respectivement au cours de la première année de l'augmentation des dépenses publiques, puis de 3,5 % et 3,2 % en cinq ans.

En Colombie, l'augmentation du PIB est plus faible au début (0,3 %) ; toutefois, le PIB

¹¹ À partir de maintenant, sauf indication contraire, les chiffres de l'emploi se rapportent aux variations dans le secteur non agricole.

augmente de 1,9 % en cinq ans. L'emploi des femmes et des hommes augmente respectivement de 2,2 % et 0,07 % en cinq ans et l'emploi total augmente de 1 %.

En Inde, l'emploi des hommes, lors de la première et de la troisième année, augmente de 0,4 % et 0,8 % respectivement, alors que les effets sur l'emploi des femmes et le PIB sont minimes.

En Indonésie, le PIB commence par augmenter de 1 %, et de 3 % la cinquième année ; l'emploi des femmes et des hommes augmente tout d'abord de 0,5 % et 0,6 % respectivement, puis de 2,5 % et 2,1 % la cinquième année.

Aux Philippines, l'effet sur le PIB est faible au début (0,4 %) ; le PIB augmente de 0,9 % en cinq ans, et l'emploi des hommes augmente de 0,7 % de façon cumulative, tandis que l'incidence sur l'emploi des femmes est négative, puis faible et minimale à partir de la quatrième année. L'emploi total augmente de 0,4 % la cinquième année.

En Afrique du Sud, le PIB augmente d'abord de 1,3 % puis de 2,4 % en cinq ans ; l'emploi des femmes et des hommes augmente de 6,8 % et 4,1 % respectivement en cinq ans. L'effet sur l'emploi non agricole est plus important que sur le PIB, peut-être en raison de l'urbanisation et de l'informalité. Les dépenses dans les infrastructures publiques peuvent avoir davantage d'effets positifs sur la production et l'emploi en zone urbaine, ce qui peut attirer les ruraux vers les villes et générer un taux de croissance plus élevé dans l'emploi non agricole que dans le reste du pays. De même, le PIB a tendance à sous-estimer la production de l'économie informelle, alors que les données sur l'emploi émanant des sondages sur la main-d'œuvre réalisés auprès des ménages vont plutôt mettre en évidence un certain degré d'emploi informel. L'urbanisation elle-même pourrait contribuer à augmenter le taux de croissance de l'emploi informel dans

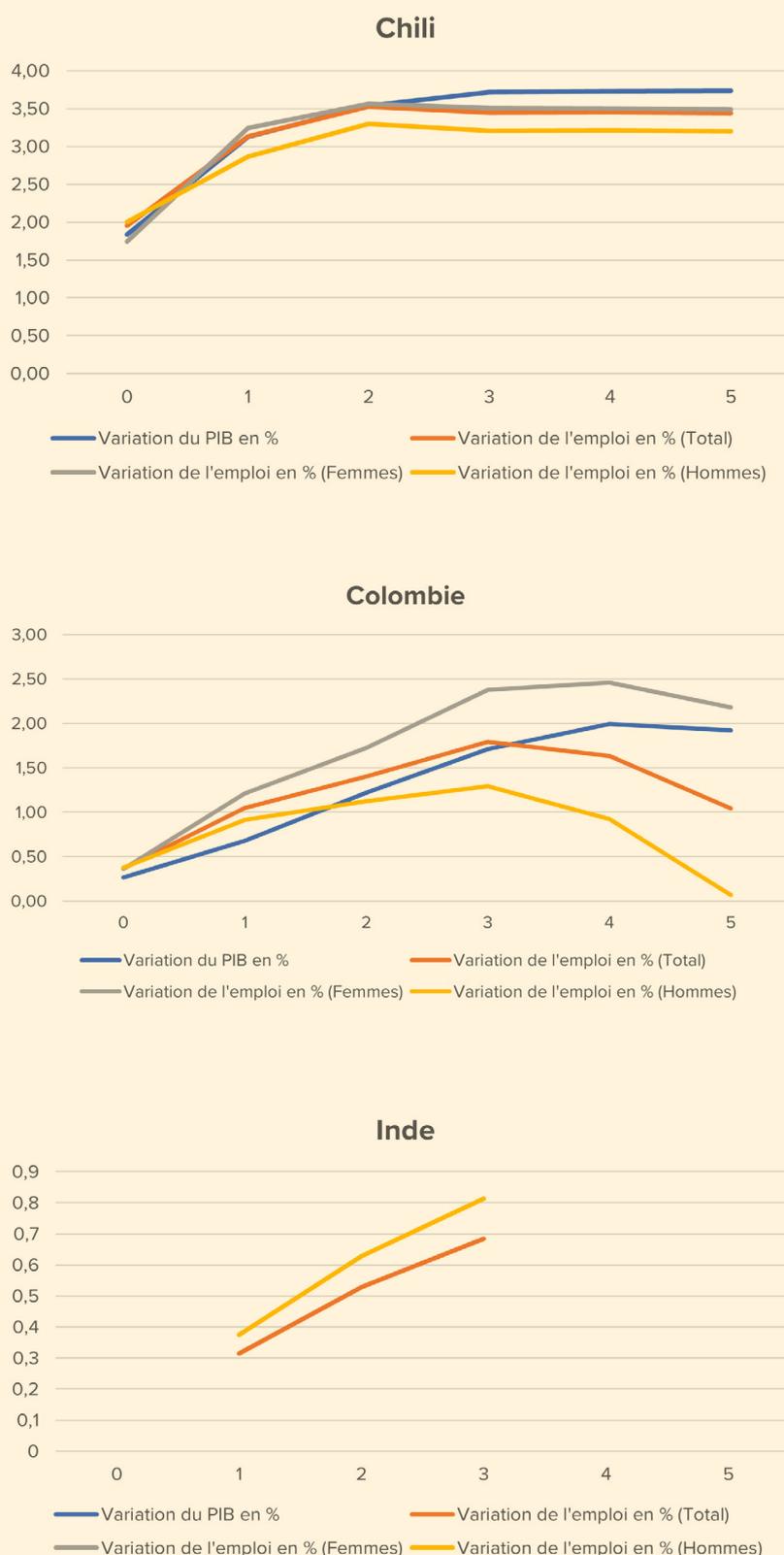
les villes. Les estimations reposent sur des données recueillies après 1991 en Afrique du Sud, sachant que la mobilité de la population noire du pays était fortement restreinte jusqu'en 1991, ce qui a quasiment exclu ces populations des zones urbaines, et il est probable que nos estimations reflètent le développement de l'urbanisation après la fin des restrictions migratoires en vigueur pendant l'apartheid (Bakker, Parsons, et Rauch, 2020). Il s'agit de résultats robustes en ce qui concerne l'analyse de l'urbanisation et de la part de l'économie informelle, comme le commente plus en détail l'annexe 4 (du rapport principal).

En Corée du Sud, les effets sur le PIB sont particulièrement importants : 1,6 % au début puis 4,6 % en cinq ans. L'emploi des hommes et des femmes commence par augmenter de 1,9 % et 1,1 % respectivement, et de 3,9 % et 3,2 % en cinq ans.

En Turquie, les effets sont faibles à court terme mais ils augmentent brusquement par la suite et, en cinq ans, le PIB augmente de 4,1 % ; l'emploi des femmes et des hommes augmente de 4,5 % et 2,7 % respectivement.

Pour résumer, les effets multiplicateurs d'une augmentation ponctuelle des infrastructures physiques publiques à la fin de la période de cinq ans sont supérieurs à un dans six pays, et oscillent entre 1,9 en Colombie et 4,6 en Corée du Sud, c'est-à-dire qu'une augmentation des dépenses publiques dans les infrastructures physiques (FBCF publique) d'un peso colombien accroît le PIB du pays de 1,9 peso colombien au bout de cinq ans. Il existe deux exceptions de multiplicateurs de la FBCF inférieurs à un (quoique positifs) : en Inde, l'effet multiplicateur de la FBCF est minime et, aux Philippines, l'effet multiplicateur de la FBCF atteint 0,9 en cinq ans. La section 7.4 ci-dessous présente les causes possibles de ces exceptions dans toutes les catégories de dépenses. En moyenne, le PIB augmente de 2,6 % et l'emploi de 2,4 %.

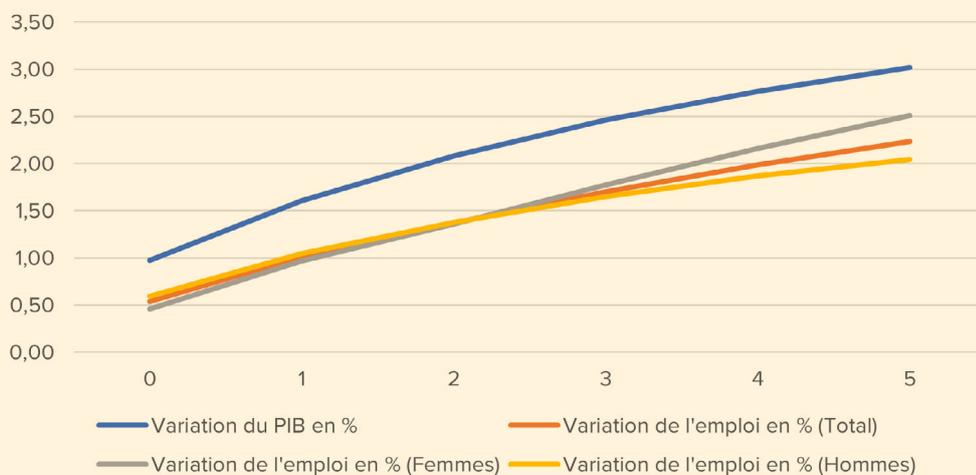
FIGURE 2. VARIATION CUMULATIVE DU PIB, DE L'EMPLOI DES FEMMES, DES HOMMES ET DE L'EMPLOI TOTAL (DANS LE SECTEUR NON AGRICOLE) EN POURCENTAGE SUITE À UNE AUGMENTATION (PONCTUELLE) DE LA FBCF PUBLIQUE D'UN POINT DE POURCENTAGE DU PIB.



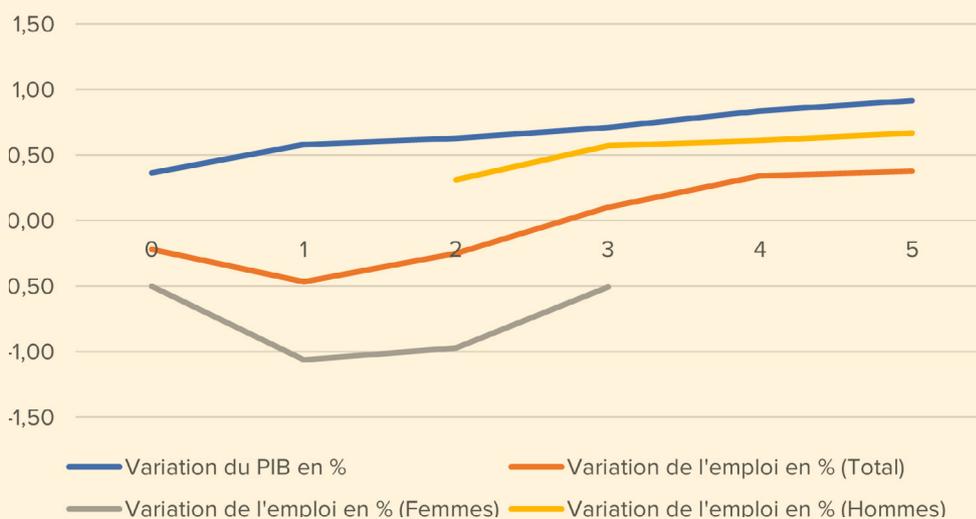
Notes : Les simulations sont calculées à partir de coefficients résultant des estimations réalisées avec le modèle VAR pour la spécification 1 de la section 6 du rapport principal.

La méthodologie utilisée pour chaque estimation est expliquée en annexe 4 et les chiffres des fonctions des réponses impulsionnelles figurent en annexe 5 du rapport principal.

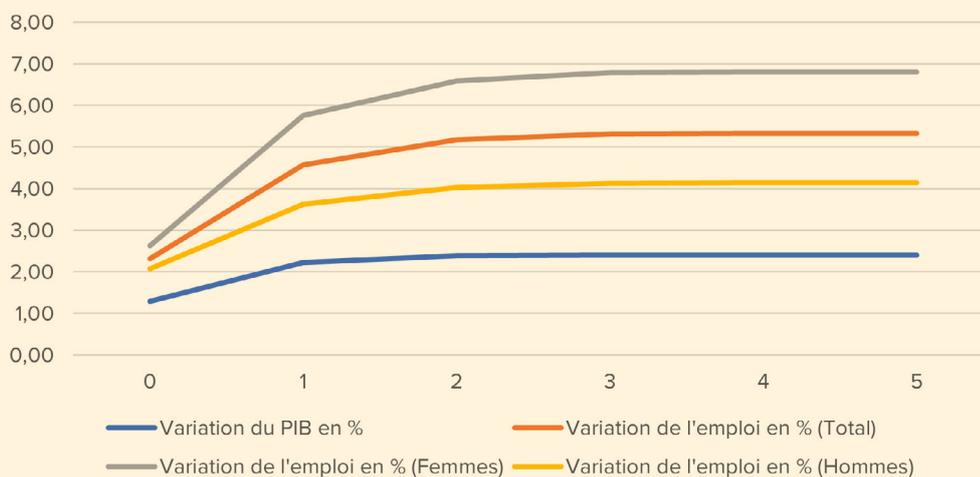
Indonésie

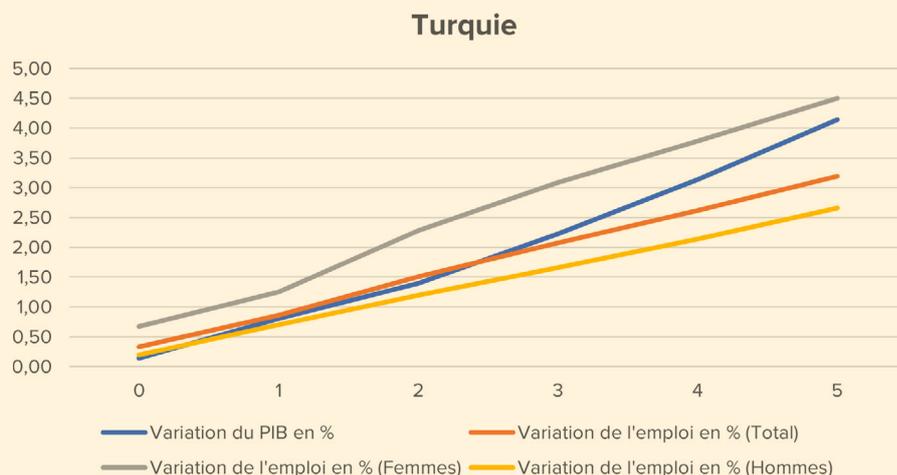
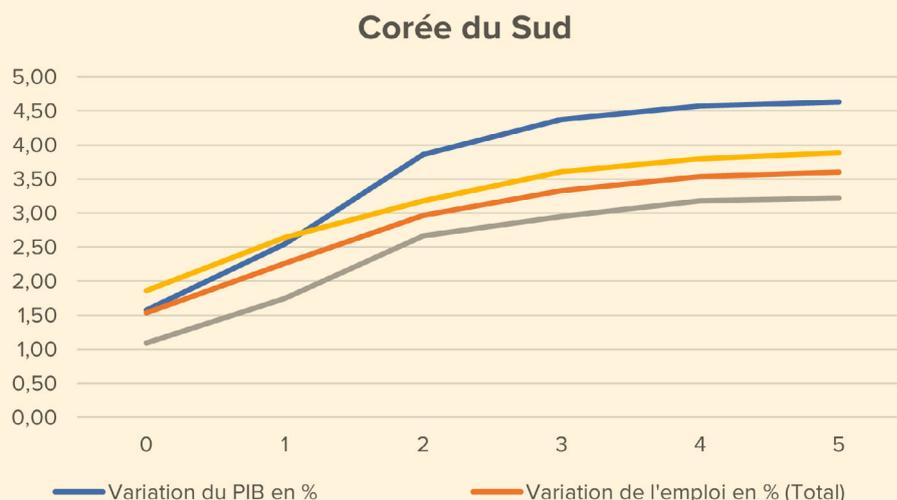


Philippines



Afrique du Sud





Nous présentons ensuite une simulation des effets, sur une période de cinq ans, d'une augmentation annuelle répétée de la FBCF publique d'un point de pourcentage du PIB chaque année (répétant les effets d'un choc ponctuel, comme discuté plus haut). La figure 3 montre les effets à l'issue de la période de cinq ans. Une augmentation annuelle de l'investissement public dans la FBCF d'un point de pourcentage du PIB crée au bout de cinq

ans une hausse cumulative du PIB de 4,1 % aux Philippines, 8 % en Colombie, 12,4 % en Turquie, 13,6 % en Indonésie, 13,9 % en Afrique du Sud, 21,3 % au Chili et 23,5 % en Corée du Sud. L'augmentation cumulative de l'emploi total qui en résulte se situe entre 1,5 % en Inde, 7,5 % en Colombie, 9,2 % en Indonésie, 11 % en Turquie, 18,5 % en Corée du Sud, 20,5 % au Chili et 31,5 % en Afrique du Sud, dans sept pays. Dans six pays, l'emploi des hommes et

des femmes augmente et au Chili, en Colombie, en Indonésie, en Afrique du Sud et en Turquie, le taux d'augmentation de l'emploi des femmes est plus élevé, bien que le nombre de nouveaux emplois pour les femmes soit toujours inférieur à celui des emplois pour les hommes en raison des disparités initiales entre les deux sexes. Aux Philippines et en Inde, l'effet sur l'emploi n'est positif que pour les hommes ; l'effet sur l'emploi des femmes est minime en Inde et négatif aux Philippines, du fait des mouvements complexes existant entre les milieux urbain et rural et entre les secteurs formel et informel qui désavantagent les femmes, et aussi pour une question de données. Aux Philippines, la baisse

de l'emploi des femmes (de 3 %) entraîne un déclin de l'emploi total (de 0,1 %) en dépit d'une augmentation de l'emploi des hommes (de 2,2 %). Ces différences rappellent à quel point il est important de prendre en compte la dimension de genre lorsqu'on cherche à évaluer l'impact de l'investissement public sur l'emploi. En moyenne, le PIB et l'emploi augmentent de 12 %. Le taux d'emploi (en proportion de la population de plus de 15 ans) augmente d'environ dix points de pourcentage au Chili, en Afrique du Sud et en Corée du Sud, d'environ quatre points de pourcentage en Colombie, en Indonésie et en Turquie, et de 0,4 point de pourcentage en Inde.

FIGURE 3A. VARIATION CUMULATIVE DU PIB ET DE L'EMPLOI (TOTAL, FEMMES, HOMMES, SECTEUR NON AGRICOLE) EN POURCENTAGE AU TERME DE CINQ ANS SUITE À UNE AUGMENTATION RÉPÉTÉE DES DÉPENSES PUBLIQUES DANS LA FBCF D'UN POINT DE POURCENTAGE DU PIB CHAQUE ANNÉE.

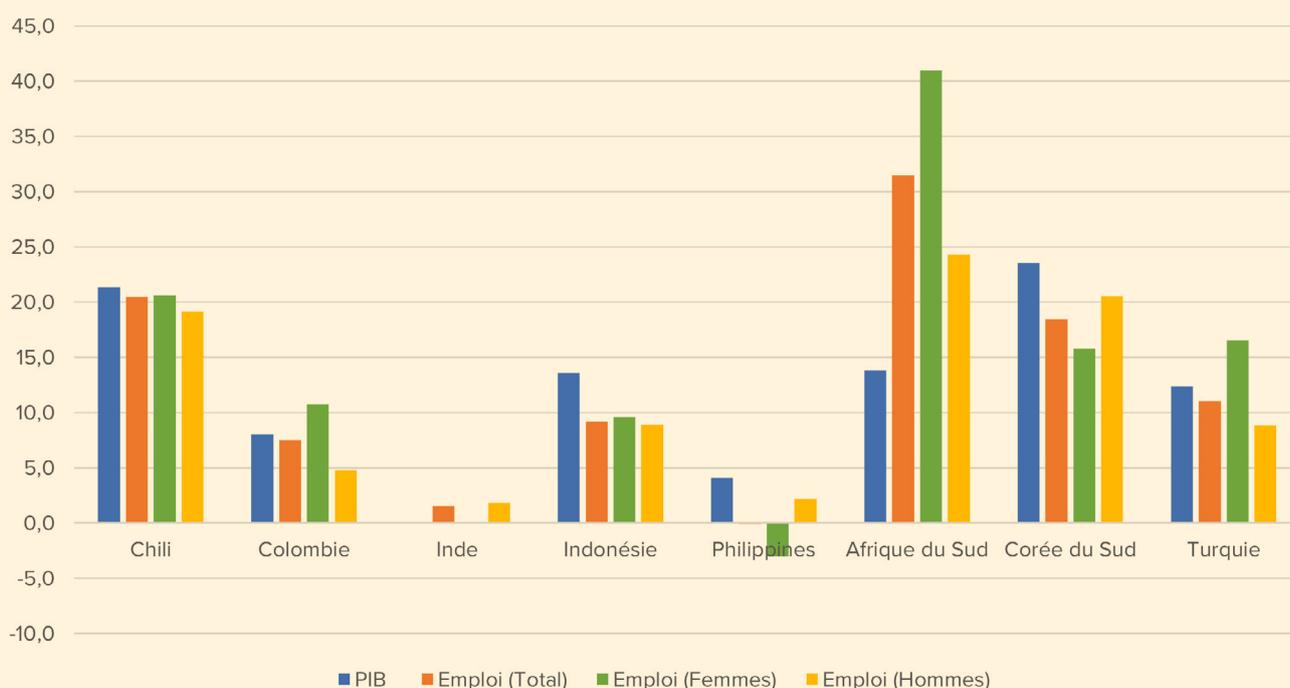
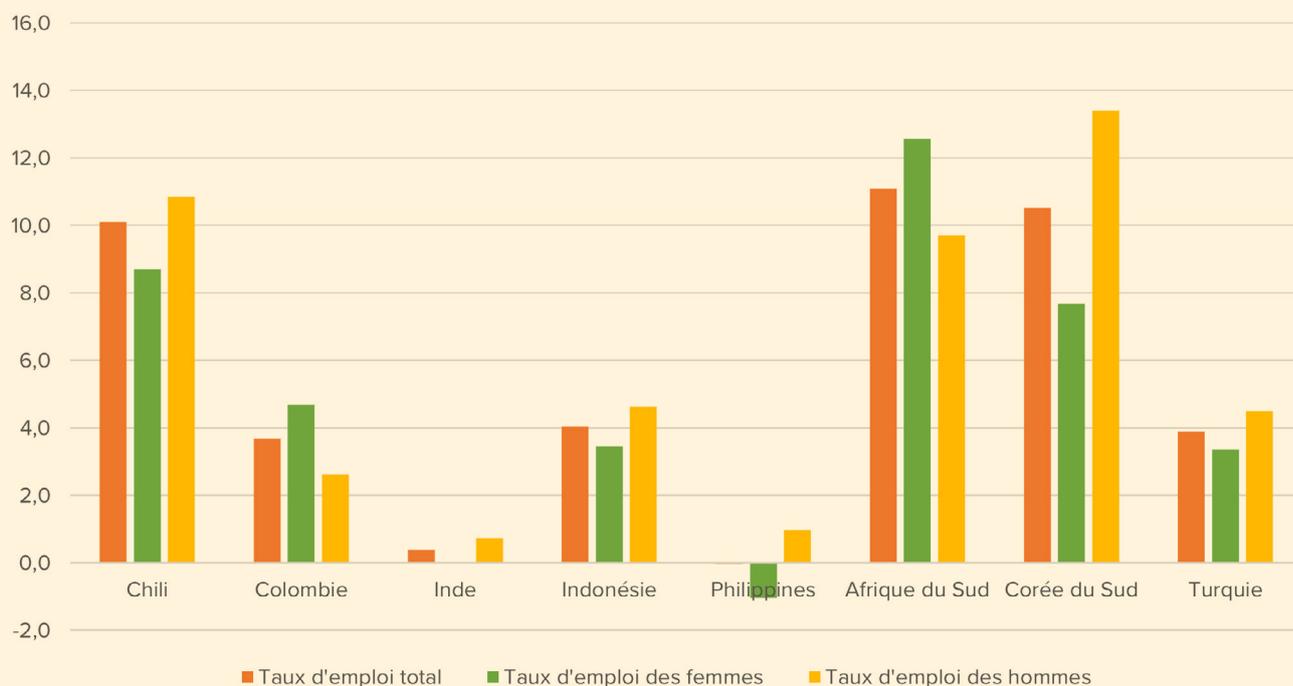


FIGURE 3B. VARIATION CUMULATIVE DU TAUX D'EMPLOI (TOTAL, FEMMES, HOMMES) EN POINT DE POURCENTAGE AU TERME DE CINQ ANS SUITE À UNE AUGMENTATION RÉPÉTÉE DES DÉPENSES PUBLIQUES DANS LA FBCF D'UN POINT DE POURCENTAGE DU PIB CHAQUE ANNÉE.



Effets des dépenses publiques dans l'économie des soins

À partir des réponses impulsionnelles estimées pour la spécification 1, la figure 4 ci-dessous présente la variation cumulative du PIB, de l'emploi des femmes, des hommes et de l'emploi total (dans le secteur non agricole) en pourcentage suite à une augmentation ponctuelle des dépenses publiques dans l'économie des soins d'un point de pourcentage du PIB (production dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'enfance et des

services sociaux). Globalement, les résultats montrent que la croissance de l'économie des soins a des effets positifs sur le PIB et l'emploi total, et des effets plus marqués sur l'emploi des femmes (à l'exception du Chili). Cela correspond aux faits stylisés mentionnés dans la section 3 qui indiquent que la proportion de femmes employées dans le secteur des soins est nettement supérieure que dans le reste de l'économie.

Au Chili, une augmentation ponctuelle des dépenses publiques dans l'économie des soins d'un point de pourcentage du PIB entraîne une augmentation du PIB de 2,2 % au début et de 3,1 % en cinq ans. L'emploi des femmes et des hommes croît tout d'abord de 0,7 % et 2,1 % respectivement, mais les effets sont minimes ensuite.

En Colombie, le PIB augmente de 0,3 % au total sur la période de cinq ans, ce qui est faible en comparaison des données internationales¹². L'emploi des femmes et des hommes commence par augmenter de 0,3 % et 0,2 % respectivement, puis de 0,5 % et 0,1 % la cinquième année.

En Inde, le PIB augmente d'abord de 2 % puis de 2,8 % en cinq ans. L'emploi des femmes et des hommes augmente de 0,4 % et 0,1 % respectivement au début, et de 1,8 % et 1 % en cinq ans.

En Indonésie, les effets sont clairement marqués à moyen terme, avec une augmentation du PIB de 0,8 % pour commencer et de 3,6 % en cinq ans. L'emploi des femmes et des hommes augmente d'abord de 0,3 % et 0,7 %, puis de 3,8 % et 2,7 % en cinq ans.

Aux Philippines, les effets sont très faibles : l'augmentation de 0,04 % du PIB du début culmine à 0,15 % la deuxième année, et au bout de cinq ans l'augmentation de l'emploi des femmes et des hommes plafonne à 0,05 % et 0,04 %.

En Afrique du Sud, au terme de la période de cinq ans, le PIB augmente de 1,6 % et l'emploi des femmes et des hommes augmente de 2,9 % et 1,1 % respectivement. Comme dans le cas de la FBCF abordée dans la section 7.1, les effets sur l'emploi sont plus importants que les effets sur le PIB, potentiellement du fait de l'urbanisation et de la hausse de l'emploi informel dans les zones urbaines.

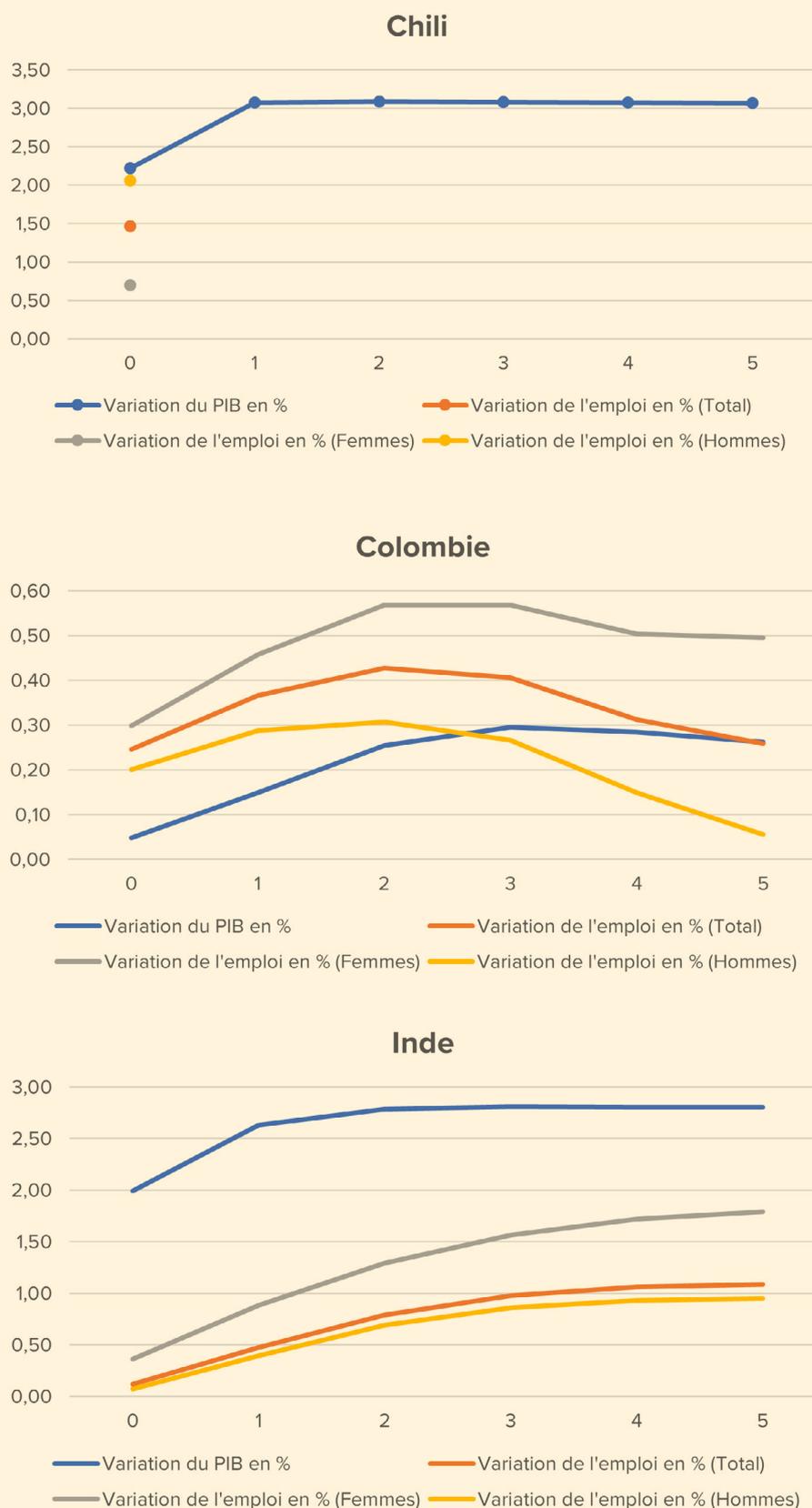
En Corée du Sud, le PIB augmente de 1,2 % au début pour atteindre 4,5 % en cinq ans. L'emploi des femmes et des hommes augmente d'abord de 2,2 % et 0,9 % puis de 4 % et 2,8 % en cinq ans.

En Turquie, bien que les effets commencent faiblement, en cinq ans le PIB augmente de 1,6 % et l'emploi des femmes et des hommes de 1,2 % et 0,8 % respectivement.

Pour résumer les effets d'une augmentation ponctuelle des dépenses dans l'économie des soins, les effets multiplicateurs du PIB sur cinq ans sont supérieurs à un dans six pays et oscillent entre 1,6 (Turquie et Afrique du Sud) et 4,5 (Corée du Sud). Il existe deux exceptions, avec des multiplicateurs des dépenses de soins inférieurs à un (quoique positifs) : en Colombie, le multiplicateur est de 0,3 en cinq ans et aux Philippines, il atteint 0,15 % au bout de deux ans. La section 7.4 ci-dessous expose les causes potentielles de ces exceptions entre toutes les catégories de dépenses. En moyenne, le PIB augmente de 2,2 % et l'emploi de 1,4 %.

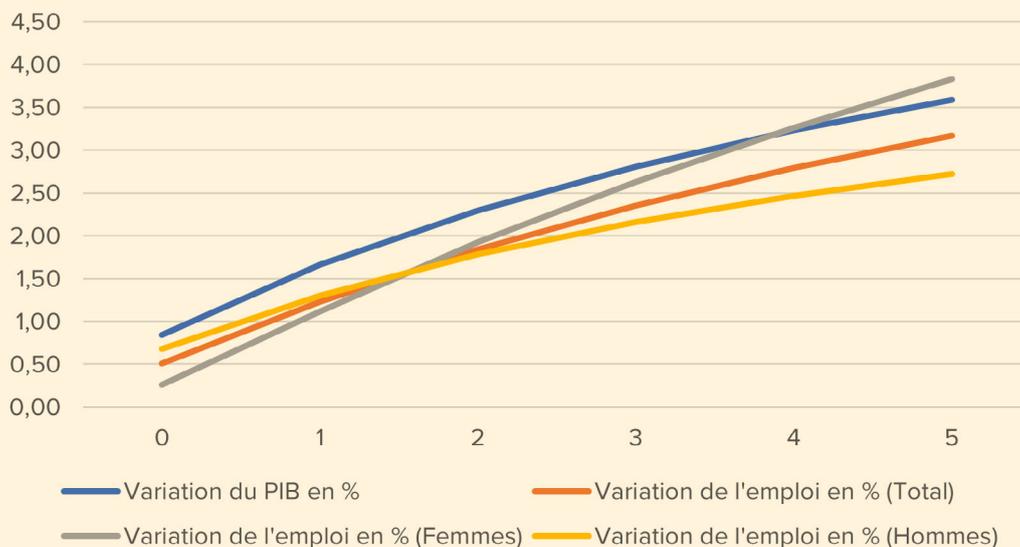
¹² Voir section 7.4 pour de plus amples détails sur les causes potentielles.

FIGURE 4. VARIATION CUMULATIVE DU PIB, DE L'EMPLOI DES FEMMES, DES HOMMES ET DE L'EMPLOI TOTAL (DANS LE SECTEUR NON AGRICOLE) EN POURCENTAGE SUITE À UNE AUGMENTATION (PONCTUELLE) DES DÉPENSES PUBLIQUES DANS L'ÉCONOMIE DES SOINS D'UN POINT DE POURCENTAGE DU PIB.

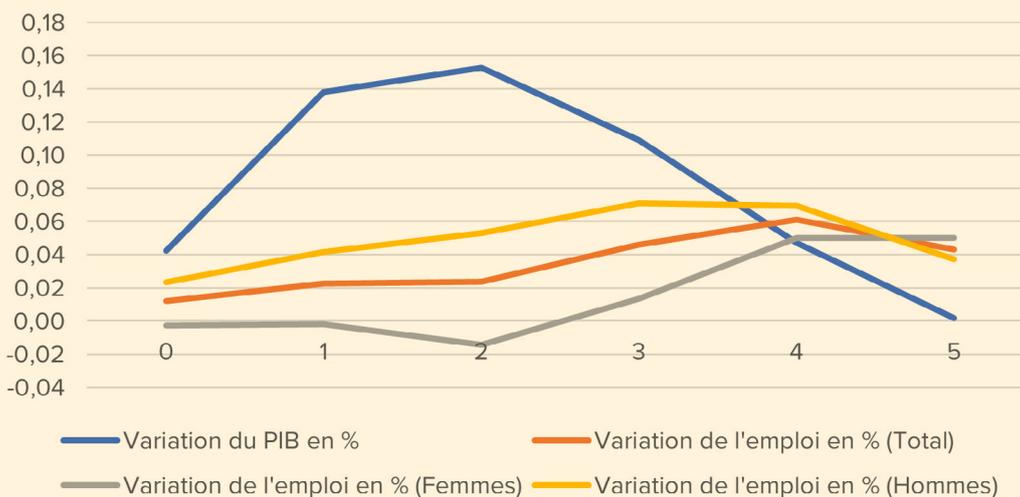


Notes : Les simulations sont calculées à partir de coefficients résultant des estimations réalisées avec le modèle VAR pour la spécification 1 de la section 6 du rapport principal.

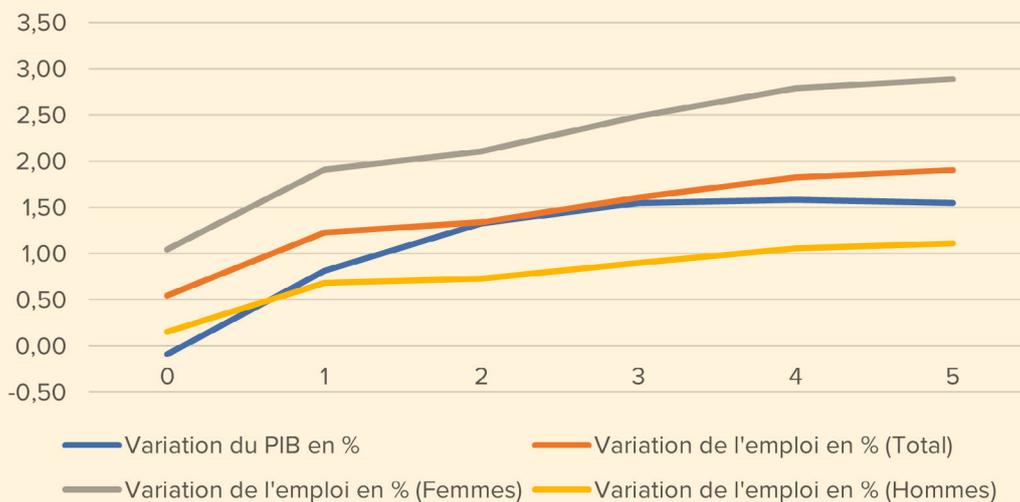
Indonésie

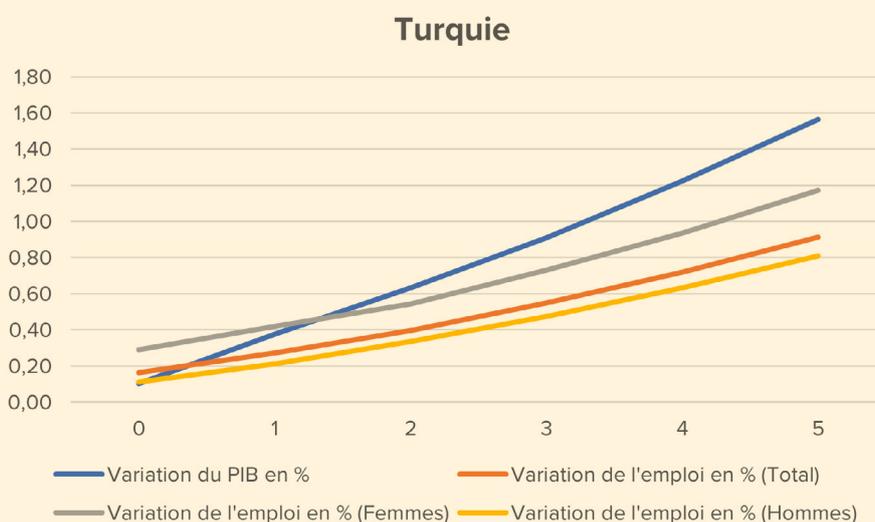
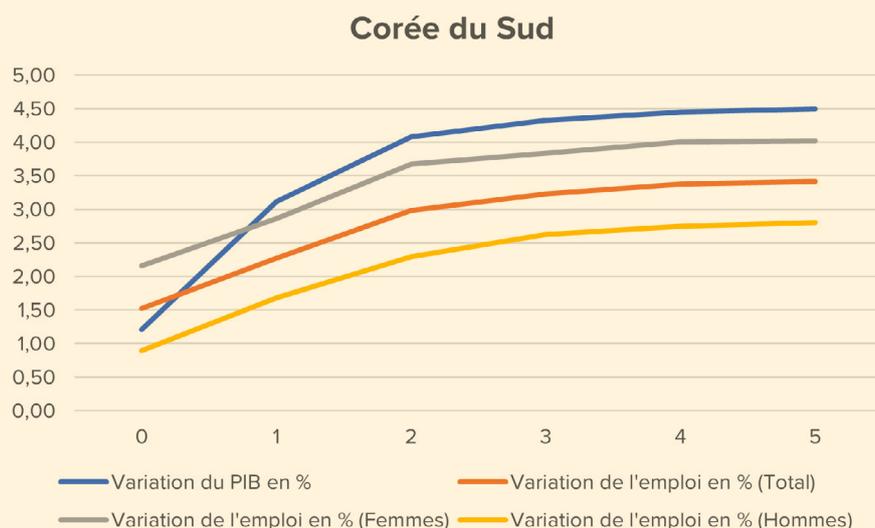


Philippines



Afrique du Sud





Nous présentons maintenant une simulation des effets, sur une période de cinq ans, d'une augmentation annuelle répétée des dépenses publiques dans l'économie des soins d'un point de pourcentage du PIB chaque année (répétant les effets d'un choc ponctuel, comme discuté plus haut). La figure 5 ci-dessous montre les effets au terme de la période de cinq ans. Une augmentation annuelle des dépenses publiques dans l'économie des soins d'un point de pourcentage entraîne au bout de cinq ans une augmentation cumulative du PIB de 0,5 % aux Philippines, 1,3 % en Colombie, 4,9 % en Turquie, 6,9 % en Afrique du Sud, 15,3 % en Indonésie, 16,9 % en Inde, 18,9 % au Chili et 23,7 % en Corée du Sud. L'emploi total

augmente de 0,2 % aux Philippines, 1,5 % au Chili, 2 % en Colombie, 3,1 % en Turquie, 4,6 % en Inde, 8,7 % en Afrique du Sud, 12,5 % en Indonésie et 18 % en Corée du Sud, ce qui crée des emplois pour les femmes comme pour les hommes, bien qu'à un rythme plus soutenu pour les femmes. En moyenne, le PIB augmente de 11,1 % et l'emploi de 6,3 %. Le taux d'emploi (en proportion de la population de plus de 15 ans) augmente de 10,3 points de pourcentage en Corée du Sud, 5,5 points de pourcentage en Indonésie, 3,1 points de pourcentage en Afrique du Sud, environ un point de pourcentage en Colombie, en Turquie et en Inde, 0,7 point de pourcentage au Chili et 0,1 point de pourcentage aux Philippines.

FIGURE 5A. VARIATION CUMULATIVE DU PIB ET DE L'EMPLOI (TOTAL, FEMMES, HOMMES, SECTEUR NON AGRICOLE) EN POURCENTAGE AU TERME DE CINQ ANS SUITE À UNE AUGMENTATION RÉPÉTÉE DES DÉPENSES PUBLIQUES DANS L'ÉCONOMIE DES SOINS D'UN POINT DE POURCENTAGE DU PIB CHAQUE ANNÉE.

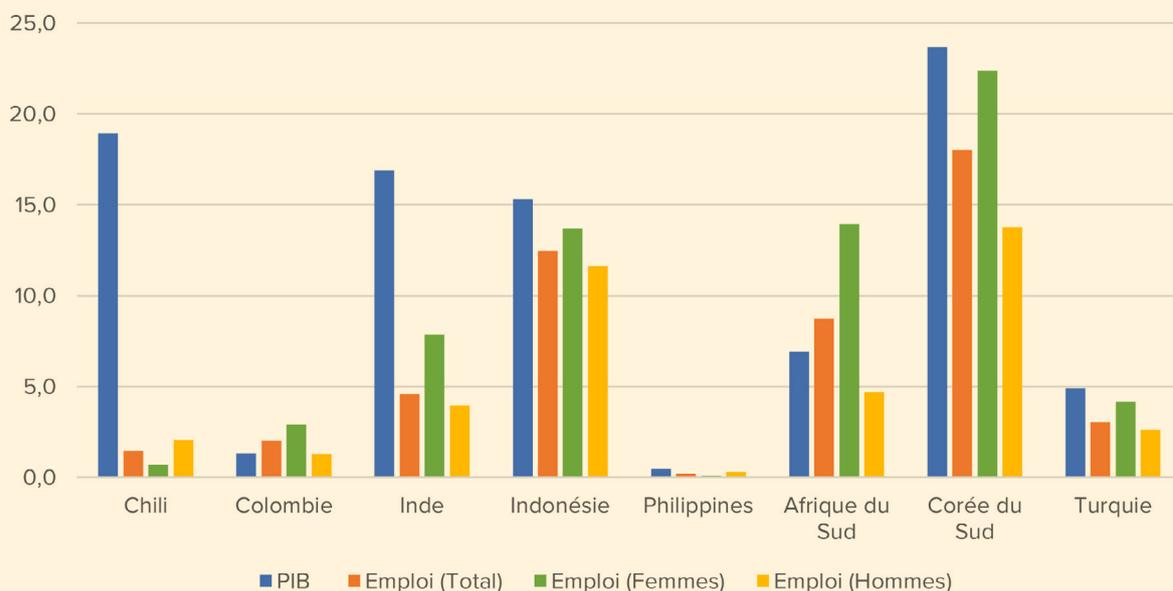
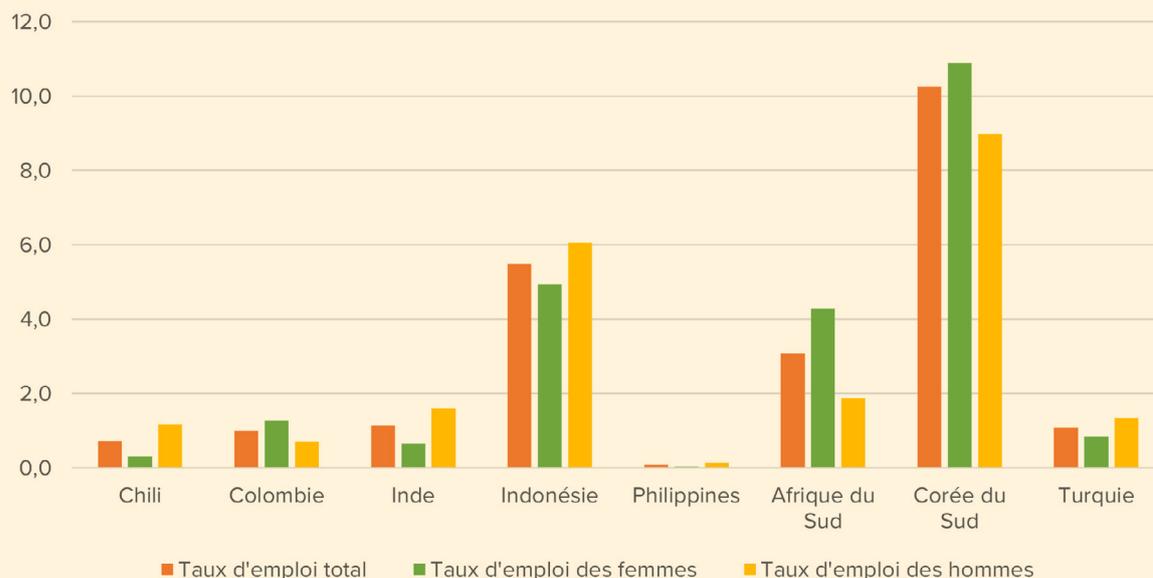


FIGURE 5B. VARIATION CUMULATIVE DU TAUX D'EMPLOI (TOTAL, FEMMES, HOMMES) EN POINT DE POURCENTAGE AU TERME DE CINQ ANS SUITE À UNE AUGMENTATION RÉPÉTÉE DES DÉPENSES PUBLIQUES DANS L'ÉCONOMIE DES SOINS D'UN POINT DE POURCENTAGE DU PIB CHAQUE ANNÉE.



Effets des dépenses publiques dans l'économie verte

À partir des réponses impulsionnelles estimées pour la spécification 2, la figure 6 indique la variation cumulative du PIB, de l'emploi des femmes, des hommes et de l'emploi total (dans le secteur non agricole) en pourcentage, suite à une augmentation ponctuelle des dépenses publiques dans l'économie verte (REEEPT) d'un point de pourcentage du PIB.

Au Chili, le PIB commence par augmenter de 1,9 %, puis de 1,5 % en cinq ans. L'emploi des femmes et des hommes augmente au début de 1,5 % et 2,1 % respectivement. En cinq ans, les augmentations cumulatives de l'emploi des femmes et des hommes s'élèvent à seulement 0,5 % et 0,6 % respectivement, ce qui témoigne de l'existence d'effets très positifs sur la productivité de la main-d'œuvre.

En Colombie, le PIB augmente d'abord de 0,9 % puis de 4,1 % en cinq ans. Les effets sur l'emploi sont minimes au début, mais l'emploi des femmes et des hommes augmente substantiellement de 7,8 % et 6,8 % respectivement en cinq ans. Là encore, l'impact plus fort à long terme des REEEPT sur l'emploi non agricole par rapport au PIB pourrait résulter de l'exode rural et de la croissance de l'emploi dans le secteur informel en zone urbaine, comme mentionné ci-dessus dans la section 7.1 au sujet de l'Afrique du Sud et détaillé ci-après dans la section 7.4.

En Inde, le PIB augmente de 3,1 % dans un premier temps puis de 1,5 % en cinq ans. L'emploi des femmes et des hommes augmente de 1,8 % et 0,8 % respectivement en cinq ans.

En Indonésie, le PIB augmente d'abord de 0,3 % puis de 1,4 % en cinq ans. Les effets sur l'emploi

sont minimes au début, mais l'emploi des femmes et des hommes augmente de 0,9 % et 0,2 % en cinq ans.

Aux Philippines, de nouveau, les effets sont faibles : le PIB augmente de 0,4 % en cinq ans. L'emploi des femmes commence par une augmentation de 0,7 %, qui disparaît par la suite. L'emploi des hommes augmente de 0,2 % en cinq ans.

En Afrique du Sud, le PIB augmente d'abord de 1 % et de 0,7 % en cinq ans. L'emploi des femmes et des hommes augmente au début de 1,6 % et 1,9 % respectivement, puis de 2 % et 1,5 % en cinq ans. Là aussi, l'effet sur l'emploi est plus important que sur le PIB en raison de ses conséquences sur l'urbanisation et l'informalité, comme nous l'avons décrit dans la section 7.1 et développé dans la section 7.4.

En Corée du Sud, le PIB commence par augmenter de 1,1 %, puis de 1,3 % au cours de la première année, avant de revenir à une augmentation cumulative de 1,1 % en cinq ans. L'emploi des femmes et des hommes augmente en premier de 1 % et 0,5 %, et de 1,3 % et 1,1 % à la cinquième année. L'augmentation de l'emploi total est légèrement supérieure à celle du PIB sur cinq ans dans le cas de mesures publiques de relance en faveur de l'économie verte, ce qui peut signifier que certains effets de l'urbanisation et de l'informalité compensent les effets éventuels sur la productivité, comme indiqué plus haut dans la section 7.1 au sujet de l'Afrique du Sud et précisé dans la section 7.4.

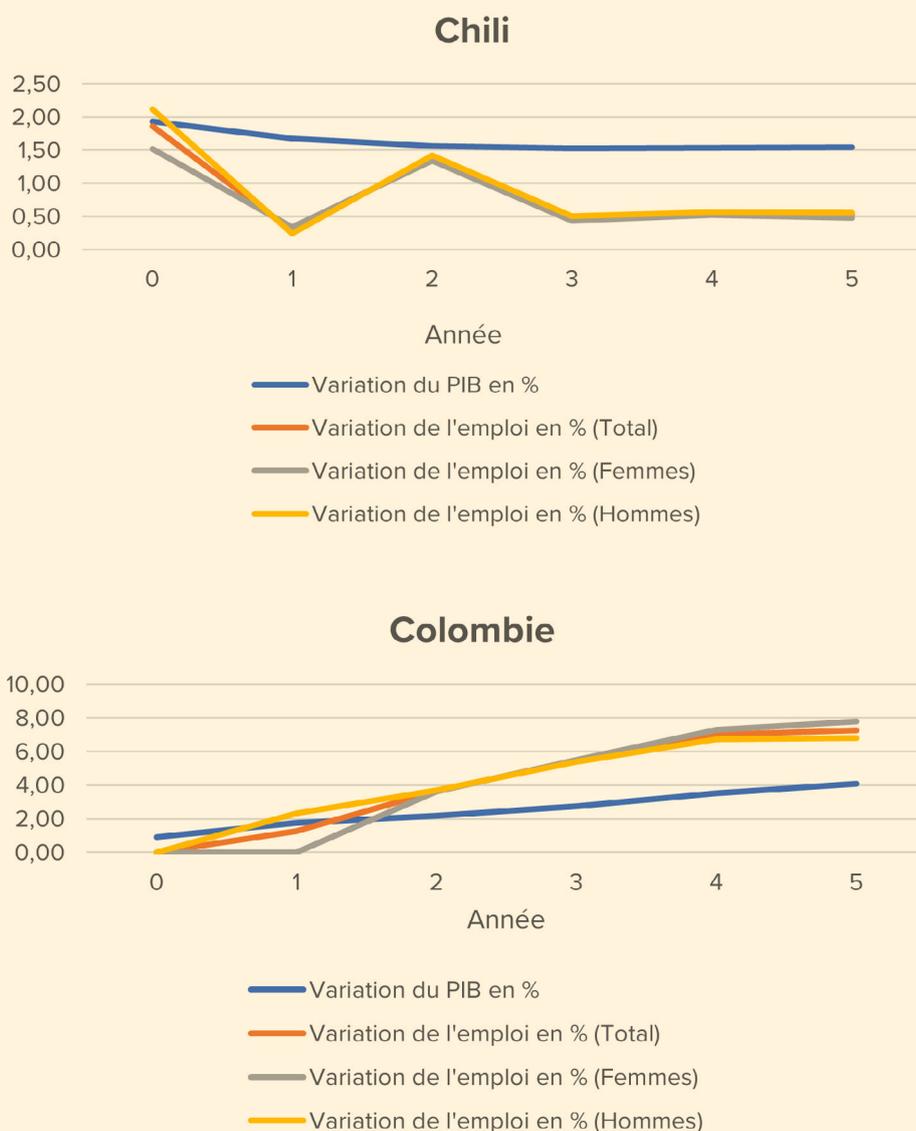
En Turquie, le PIB augmente d'abord de 0,8 % puis de 4,5 % en cinq ans. Au début, seul un effet positif de 0,2 % est à noter sur l'emploi des

hommes mais, en cinq ans, l'emploi des femmes et des hommes augmente de 2,2 % et 1,1 % respectivement.

Pour résumer, suite à une augmentation ponctuelle des dépenses, les effets multiplicateurs des dépenses publiques dans l'économie verte sur le PIB sont supérieurs à un dans sept pays et oscillent entre 1,1 en

Corée du Sud et 4,5 en Turquie. Les Philippines forment une exception, avec un multiplicateur de 0,4 pour les REEPT (inférieur à un, bien que positif). La section 7.4 ci-après présente les causes potentielles de cette exception dans toutes les catégories de dépenses. En moyenne, le PIB augmente de 1,9 % et l'emploi de 1,7 %.

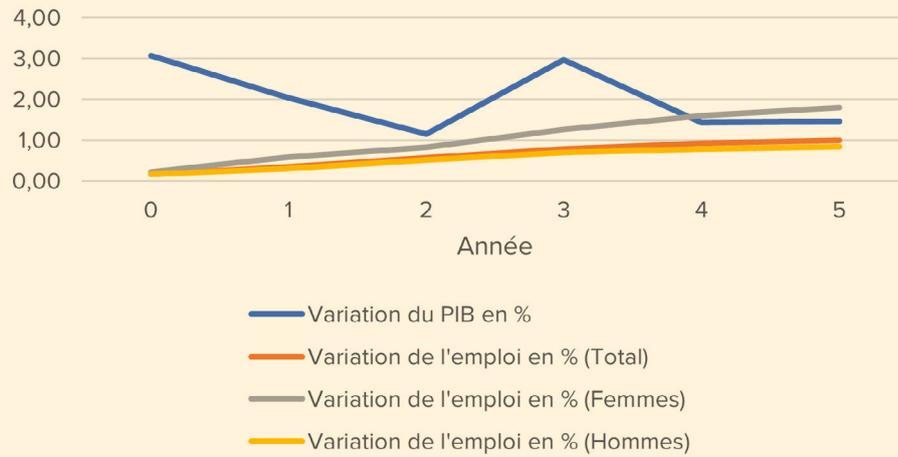
FIGURE 6. VARIATION CUMULATIVE DU PIB, DE L'EMPLOI DES FEMMES, DES HOMMES ET DE L'EMPLOI TOTAL (DANS LE SECTEUR NON AGRICOLE) EN POURCENTAGE SUITE À UNE AUGMENTATION (PONCTUELLE) DES DÉPENSES PUBLIQUES DANS L'ÉCONOMIE VERTE D'UN POINT DE POURCENTAGE DU PIB.



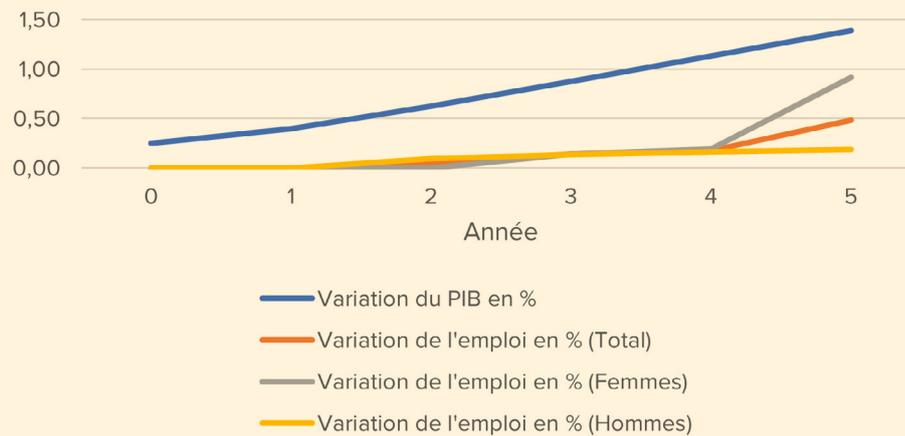
Notes : Les simulations sont calculées à partir de coefficients résultant des estimations réalisées avec le modèle VAR pour la spécification 1 de la section 6 du rapport principal.

La méthodologie utilisée pour chaque estimation est expliquée en annexe 4 et les chiffres des fonctions des réponses impulsionnelles figurent en annexe 5 du rapport principal.

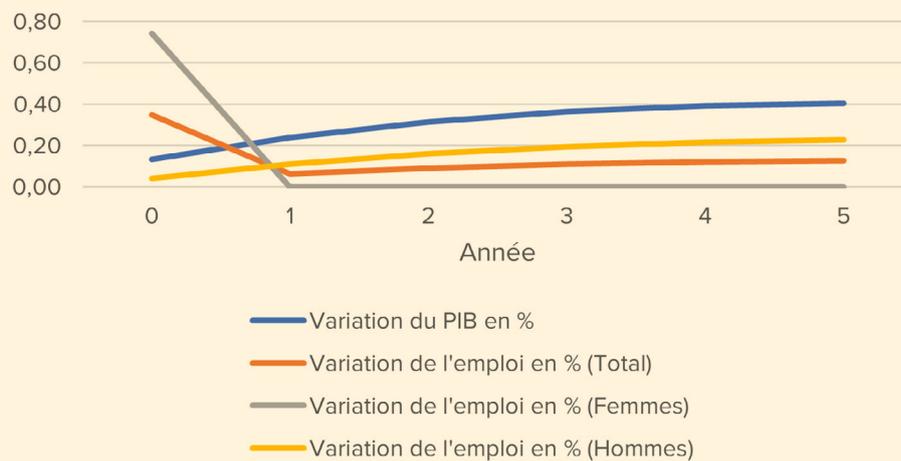
Inde



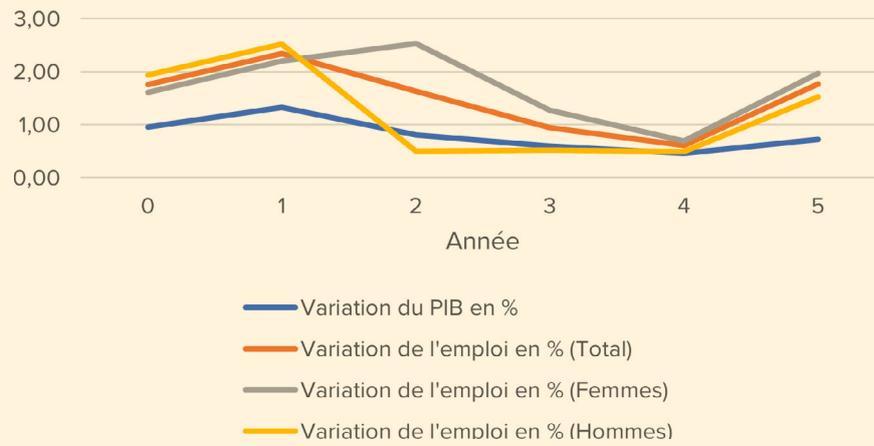
Indonésie



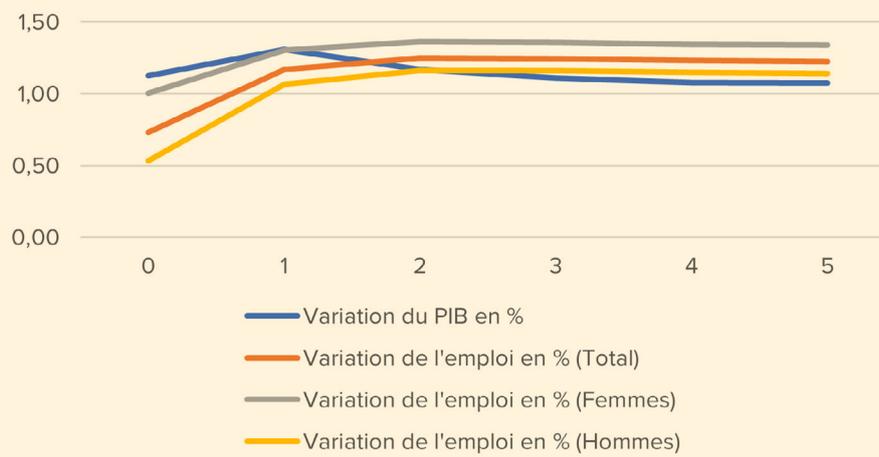
Philippines



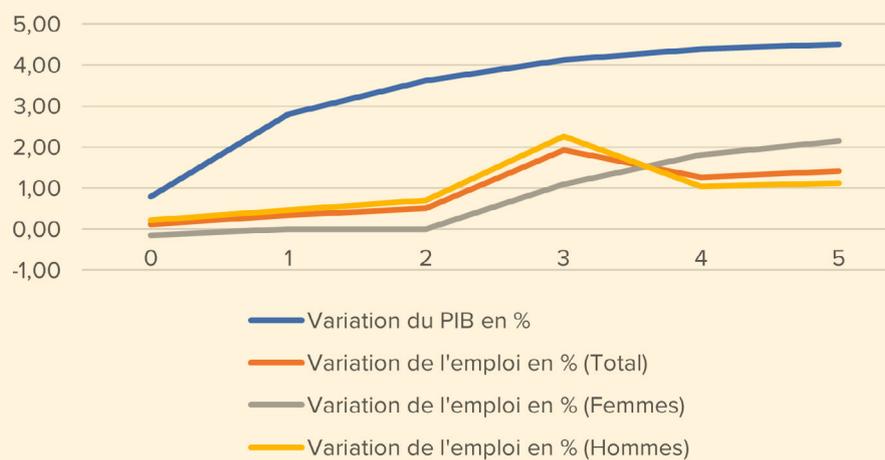
Afrique du Sud



Corée du Sud



Turquie



Nous présentons ici une simulation des effets, sur une période de cinq ans, d'une augmentation annuelle répétée des dépenses publiques dans l'économie verte (REEEPT) d'un point de pourcentage du PIB chaque année (répétant les effets d'un choc ponctuel, comme discuté plus haut). La figure 7 ci-dessous présente les effets à l'issue de la période de cinq ans. Une augmentation annuelle répétée des dépenses publiques dans l'économie verte (REEEPT) d'un point de pourcentage entraîne au bout de cinq ans une augmentation cumulative du PIB de 1,9 % aux Philippines, 4,8 % en Indonésie, 5 % en Afrique du Sud, 7,1 % en Corée du Sud, 10,2 % au Chili, 12,7 % en Inde, 16,1 % en Colombie et 22 % en Turquie. L'effet

cumulatif sur l'emploi total se situe entre 0,9 % aux Philippines et en Indonésie et 3,8 % en Inde, 5,2 % au Chili, 5,7 % en Turquie, 7 % en Corée du Sud, 9,4 % en Afrique du Sud et 27 % en Colombie. En moyenne, le PIB augmente de 10 % et l'emploi de 7,5 %. Le taux d'emploi (en proportion de la population de plus de 15 ans) augmente de 13,2 points de pourcentage en Colombie, de 4 points de pourcentage en Corée du Sud, de 3,3 points de pourcentage en Afrique du Sud, de 2,6 points de pourcentage au Chili, de 2 points de pourcentage en Turquie, d'un point de pourcentage en Inde, de 0,3-0,4 point de pourcentage en Indonésie et aux Philippines.

FIGURE 7A. VARIATION CUMULATIVE DU PIB ET DE L'EMPLOI (TOTAL, FEMMES, HOMMES, SECTEUR NON AGRICOLE) EN POURCENTAGE AU TERME DE CINQ ANS SUITE À UNE AUGMENTATION RÉPÉTÉE DES DÉPENSES PUBLIQUES DANS L'ÉCONOMIE VERTE (REEEPT) D'UN POINT DE POURCENTAGE DU PIB CHAQUE ANNÉE.

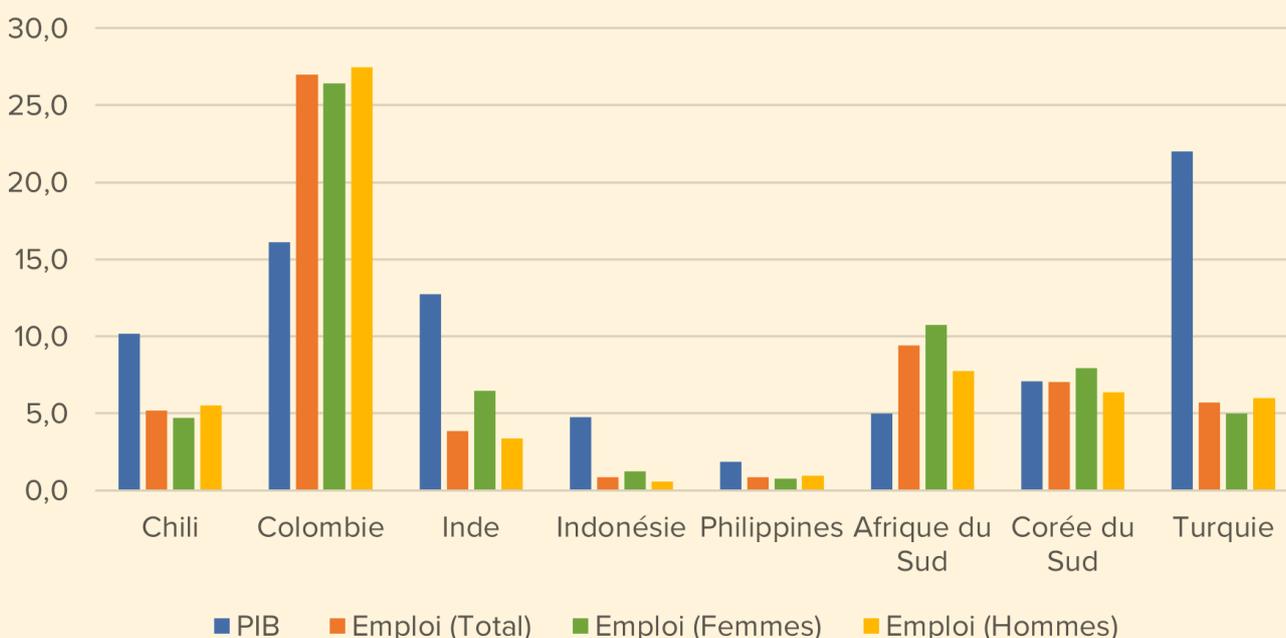
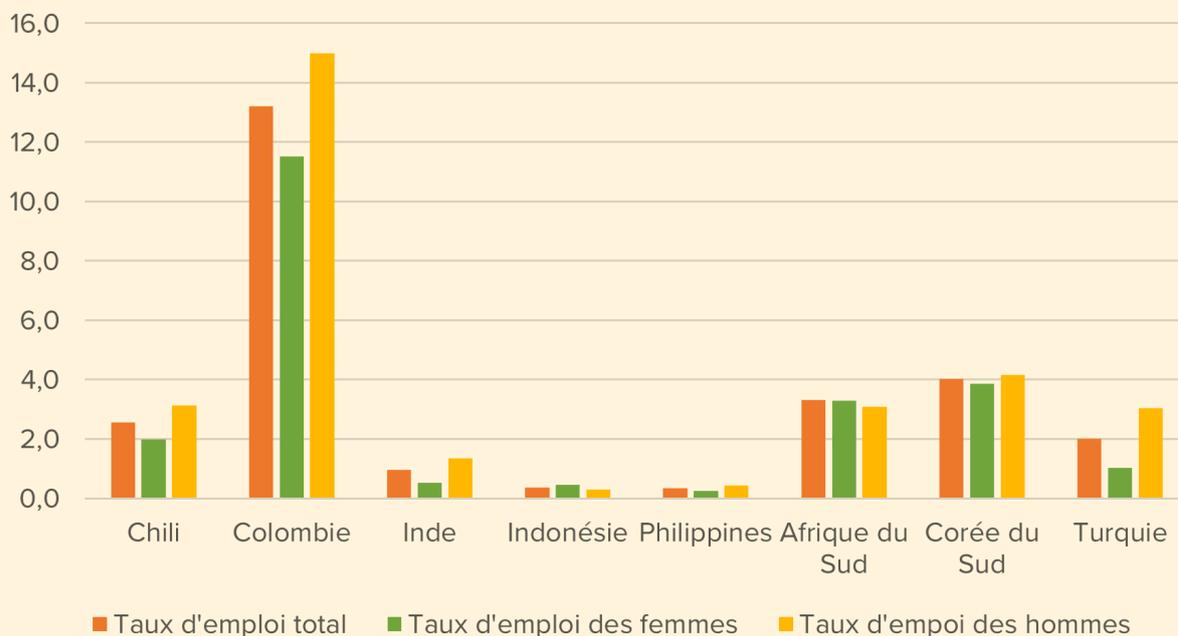


FIGURE 7B. VARIATION CUMULATIVE DU TAUX D'EMPLOI (TOTAL, FEMMES, HOMMES) EN POINT DE POURCENTAGE AU TERME DE CINQ ANS SUITE À UNE AUGMENTATION RÉPÉTÉE DES DÉPENSES PUBLIQUES DANS L'ÉCONOMIE VERTE (REEEPT) D'UN POINT DE POURCENTAGE DU PIB CHAQUE ANNÉE.



Résumé et simulation politique

Les tableaux 3a et 3b résument les résultats des sections 7.1 à 7.3. Comme le montre le tableau 3a, suite à une augmentation ponctuelle des dépenses publiques, les effets multiplicateurs sur le PIB sont importants dans la plupart des pays, dans toutes les catégories de dépenses, et supérieurs à un à moyen terme. Pour la FBCF publique, six multiplicateurs sont supérieurs à un au bout de cinq ans, allant de 1,9 en Colombie à 4,6 en Corée du Sud. Six pays affichent des effets multiplicateurs sur le PIB pour les dépenses de soins supérieurs à un sur cinq ans, entre

1,6 en Turquie et en Afrique du Sud et 4,5 en Corée du Sud. Les effets multiplicateurs des dépenses publiques dans l'économie verte (REEEPT) sont supérieurs à un dans sept pays et se situent entre 1,1 en Corée du Sud et 4,5 en Turquie à l'issue de la période de cinq ans (1,3 en Afrique du Sud la deuxième année). Toutefois, des exceptions sont à souligner : les multiplicateurs de certaines catégories de dépenses sont inférieurs à un (bien que positifs) dans plusieurs pays. Par exemple, en Inde, l'effet multiplicateur de la FBCF est minime. En Colombie, l'effet multiplicateur des

dépenses de soins est de 0,3 en cinq ans. Aux Philippines, l'effet multiplicateur de la FBCF atteint 0,9 sur cinq ans mais les multiplicateurs des REEEPT et des soins demeurent largement inférieurs à un (0,4 et 0 respectivement). Ces cas exceptionnels contrastent avec les multiplicateurs élevés enregistrés dans d'autres pays, et révèlent que non seulement le montant est important, mais aussi la composition et le caractère ciblé des dépenses. Les différences existant dans la dépendance des importations de produits manufacturés ou, plus précisément, des secteurs REEEPT, expliquent en partie ces exceptions : dans ces pays, une augmentation des dépenses publiques a pu entraîner une hausse de la demande des importations, ce qui a généré une hausse plus faible de la production nationale par rapport à l'augmentation initiale découlant des mesures de relance. Le degré d'informalité pourrait être une autre cause possible : l'augmentation des dépenses publiques pourrait provoquer une hausse plus importante de la production de l'économie informelle, qui n'apparaît pas dans les chiffres officiels du PIB des comptes nationaux par comparaison avec d'autres pays. Cependant, le contrôle de la part de l'économie informelle dans le PIB (lorsqu'il est significatif) a seulement permis d'améliorer légèrement les effets multiplicateurs, et encore¹³.

Les dépenses publiques dans toutes les catégories ont eu des effets considérables sur la productivité (en comparant les effets sur le PIB et l'emploi) à moyen terme dans cinq pays – le Chili, l'Indonésie, la Corée du Sud, la Turquie et les Philippines (bien qu'à un degré moindre pour ce dernier pays). En Colombie,

les effets sur la productivité sont manifestes suite à l'augmentation des dépenses dans la FBCF et, en Inde, dans l'économie des soins et les REEEPT. En Afrique du Sud (dans toutes les catégories), et en Colombie (dans l'économie des soins et les REEEPT), les effets potentiels sur la productivité sont plus que compensés par les effets de l'urbanisation et de l'informalité, ce qui entraîne une hausse plus importante de l'emploi dans le secteur non agricole par rapport au PIB¹⁴. Comme mentionné dans la section 7.1, les dépenses dans les infrastructures publiques peuvent générer des effets plus positifs sur la production et l'emploi en milieu urbain, ce qui pourrait attirer les populations rurales vers les zones urbaines, et produire un taux de croissance plus soutenu de l'emploi dans le secteur non agricole que dans le reste du pays. De même, le PIB a tendance à sous-estimer la production de l'économie informelle, alors que les données sur l'emploi émanant des sondages sur la main-d'œuvre réalisés auprès des ménages vont plutôt mettre en évidence un certain degré d'emploi informel. L'urbanisation elle-même pourrait contribuer à augmenter le taux de croissance de l'emploi informel dans les villes.

Compte tenu des importants effets multiplicateurs des dépenses publiques dans la plupart des cas, les dépenses publiques sont en partie autofinancées (en comparant la croissance des dépenses publiques et le PIB). L'effet négatif sur le solde budgétaire primaire (en excluant le paiement des intérêts) se situe entre 0,3 point de pourcentage (Corée du Sud) et 0,8 point de pourcentage (Turquie, Inde, Indonésie, Afrique du Sud). Dans le

¹³ Comme présenté plus en détail dans la section 4, si les dépenses publiques remplacent la consommation privée ou l'investissement (en offrant des alternatives, par exemple) ou évincent l'investissement privé en augmentant le coût de l'emprunt, l'ampleur du multiplicateur sera peut-être moins importante. Cependant, les données historiques révèlent que le premier cas est moins fréquent, et l'analyse économétrique réalisée précédemment indique que l'investissement n'est pas très sensible au coût de l'emprunt (Onaran et Galanis, 2014, Onaran, Oyvat, Fotopoulou, 2022a). Or, la méthodologie du modèle VAR appliquée ici ne fait pas apparaître ces canaux spécifiques, et il est nécessaire de mener une recherche macroéconométrique plus approfondie reposant sur des estimations à une équation du modèle macroéconomique complet pour mettre en évidence ces différences. De surcroît, des recherches plus détaillées sur les études de cas de pays concernant les dépenses publiques dans divers domaines pourraient montrer dans quelle mesure des critères ciblés et élaborés avec soin pourraient produire un effet multiplicateur des dépenses plus important.

¹⁴ Il convient de noter que nous avons également évalué l'élasticité de l'emploi (total, dans le secteur non agricole) par rapport au PIB (sur la base de la spécification 1 et en ne tenant compte que des coefficients significatifs), qui s'élève à court terme (année un) entre 0,03 (Turquie et Indonésie) et 0,3 (Corée du Sud et Chili) et, à moyen terme (année cinq) entre 0,1 (Turquie), 0,15 (Indonésie), 0,2 (Afrique du Sud) et 0,3 (Chili et Corée du Sud). L'élasticité est très faible en Colombie (0,01 pour l'année un) et aux Philippines (0,01-0,03 pour les années deux et trois) En Inde, l'élasticité est minime de l'année un à l'année cinq.

cas de l'économie des soins, il oscille entre 0,8 point de pourcentage (Corée du Sud, Turquie) et 0,9 point de pourcentage (Chili, Colombie, Indonésie, Afrique du Sud) dans le cas de la FBCF, et autour de 0,9 point de pourcentage dans celui de l'économie verte, à partir des effets cumulatifs d'une augmentation (ponctuelle) d'un point de pourcentage dans la catégorie des dépenses publiques sur cinq

ans. Les dépenses dans l'économie des soins affichent un taux d'autofinancement un peu plus élevé. Néanmoins, comme nous le soulignons dans les répercussions politiques ci-après, une mobilisation substantielle des dépenses publiques dans ces secteurs nécessite une imposition plus progressive des revenus et de la richesse, ainsi qu'un ajustement de la politique monétaire et de l'emprunt.

TABLEAU 3A. RÉSUMÉ DES EFFETS D'UNE AUGMENTATION PONCTUELLE ET RÉPÉTÉE (SUR CINQ ANS) DES DÉPENSES PUBLIQUES DANS LA FBCF, L'ÉCONOMIE DES SOINS ET L'ÉCONOMIE VERTE (REEPT) D'UN POINT DE POURCENTAGE DU PIB.

DÉPENSES PUBLIQUES DANS LES INFRASTRUCTURES PHYSIQUES (FBCF)								
	PIB (VARIATION EN POURCENTAGE)		EMPLOI TOTAL (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION EN POURCENTAGE)		EMPLOI DES FEMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION EN POURCENTAGE)		EMPLOI DES HOMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION EN POURCENTAGE)	
	ANNÉE 0	SUR CINQ ANS (CUMULATIF)	ANNÉE 0	SUR CINQ ANS (CUMULATIF)	ANNÉE 0	SUR CINQ ANS (CUMULATIF)	ANNÉE 0	SUR CINQ ANS (CUMULATIF)
AFRIQUE DU SUD	1,30	2,41	2,32	5,33	2,63	6,81	2,07	4,14
CHILI	1,83	3,73	1,95	3,44	1,74	3,49	2,00	3,20
COLOMBIE	0,26	1,92	0,37	1,04	0,36	2,18	0,37	0,07
CORÉE DU SUD	1,57	4,63	1,53	3,60	1,09	3,22	1,86	3,88
INDE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INDONÉSIE	0,97	3,02	0,54	2,23	0,46	2,51	0,59	2,05
PHILIPPINES	0,37	0,92	-0,22	0,38	-0,50	0,00	0,00	0,67
TURQUIE	0,14	4,14	0,33	3,19	0,67	4,50	0,19	2,65
MOYENNE	0,80	2,60	0,85	2,40	0,81	2,84	0,89	2,08
ÉCONOMIE DES SOINS								
	PIB (VARIATION EN POURCENTAGE)		EMPLOI TOTAL (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION EN POURCENTAGE)		EMPLOI DES FEMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION EN POURCENTAGE)		EMPLOI DES HOMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION EN POURCENTAGE)	
	ANNÉE 0	SUR CINQ ANS (CUMULATIF)	ANNÉE 0	SUR CINQ ANS (CUMULATIF)	ANNÉE 0	SUR CINQ ANS (CUMULATIF)	ANNÉE 0	SUR CINQ ANS (CUMULATIF)
AFRIQUE DU SUD	-0,09	1,55	0,55	1,90	1,04	2,89	0,15	1,11
CHILI	2,22	3,07	1,46	0,00	0,70	0,00	2,06	0,00
COLOMBIE	0,05	0,26	0,25	0,26	0,30	0,50	0,20	0,06
CORÉE DU SUD	1,21	4,50	1,52	3,41	2,16	4,02	0,89	2,80
INDE	1,99	2,80	0,12	1,09	0,36	1,79	0,07	0,95
INDONÉSIE	0,84	3,59	0,51	3,17	0,26	3,83	0,68	2,72
PHILIPPINES	0,04	0,00	0,01	0,04	-0,00	0,05	0,02	0,04
TURQUIE	0,10	1,56	0,16	0,91	0,29	1,17	0,11	0,81
MOYENNE	0,80	2,17	0,57	1,35	0,64	1,78	0,52	1,06

ÉCONOMIE VERTE (REEEPT)								
	PIB (VARIATION EN POURCENTAGE)		EMPLOI TOTAL (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION EN POURCENTAGE)		EMPLOI DES FEMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION EN POURCENTAGE)		EMPLOI DES HOMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION EN POURCENTAGE)	
	ANNÉE 0	IN FIVE YEARS (CUMULATIVE)	ANNÉE 0	SUR CINQ ANS (CUMULATIF)	ANNÉE 0	SUR CINQ ANS (CUMULATIF)	ANNÉE 0	SUR CINQ ANS (CUMULATIF)
AFRIQUE DU SUD	0,95	0,73	1,76	1,77	1,61	1,97	1,94	1,52
CHILI	1,93	1,54	1,86	0,53	1,52	0,00	2,12	0,56
COLOMBIE	0,91	4,10	0,00	7,25	0,00	7,79	0,00	6,79
CORÉE DU SUD	1,13	1,08	0,73	1,22	1,00	1,34	0,53	1,14
INDE	3,07	1,46	0,17	0,99	0,21	1,80	0,16	0,84
INDONÉSIE	0,25	1,39	0,00	0,48	0,00	0,92	0,00	0,19
PHILIPPINES	0,13	0,40	0,35	0,13	0,74	0,00	0,04	0,23
TURQUIE	0,80	4,51	0,12	1,43	-0,14	2,16	0,22	1,13
MOYENNE	1,15	1,90	0,62	1,73	0,62	2,06	0,63	1,55

TABLEAU 3B. RÉSUMÉ DES EFFETS D'UNE AUGMENTATION ANNUELLE RÉPÉTÉE DES DÉPENSES PUBLIQUES DANS LES INFRASTRUCTURES PHYSIQUES (FBCF), L'ÉCONOMIE DES SOINS ET L'ÉCONOMIE VERTE (REEEPT) D'UN POINT DE POURCENTAGE DU PIB À L'ISSUE D'UNE PÉRIODE DE CINQ ANS.

DÉPENSES PUBLIQUES DANS LES INFRASTRUCTURES PHYSIQUES (FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE)								
	PIB (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGES SUR CINQ ANS)		EMPLOI TOTAL (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGES SUR CINQ ANS)		EMPLOI DES FEMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGES SUR CINQ ANS)		EMPLOI DES HOMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGES SUR CINQ ANS)	
	PIB (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGES SUR CINQ ANS)	EMPLOI TOTAL (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGE SUR CINQ ANS)	EMPLOI DES FEMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGES SUR CINQ ANS)	EMPLOI DES HOMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGES SUR CINQ ANS)	EMPLOI TOTAL (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POINT DE POURCENTAGE SUR CINQ ANS)	EMPLOI DES FEMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POINT DE POURCENTAGES SUR CINQ ANS)	EMPLOI DES HOMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POINT DE POURCENTAGES SUR CINQ ANS)	
AFRIQUE DU SUD	13,85	31,48	40,93	24,27	11,09	12,55	9,71	
CHILI	21,34	20,49	20,61	19,14	10,10	8,70	10,85	
COLOMBIE	8,03	7,50	10,75	4,77	3,67	4,68	2,61	
CORÉE DU SUD	23,53	18,48	15,78	20,50	10,52	7,67	13,39	
INDE	0,00	1,53	0,00	1,83	0,38	0,00	0,74	
INDONÉSIE	13,60	9,17	9,58	8,88	4,04	3,45	4,63	
PHILIPPINES	4,11	-0,11	-3,01	2,18	-0,04	-1,04	0,98	
TURQUIE	12,37	11,02	16,54	8,83	3,89	3,36	4,50	
MOYENNE	12,10	12,44	13,90	11,30	5,46	4,92	5,93	

ÉCONOMIE DES SOINS							
	PIB (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGESUR CINQ ANS)	EMPLOI TOTAL (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGE SUR CINQ ANS)	EMPLOI DES FEMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGESUR CINQ ANS)	EMPLOI DES HOMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGESUR CINQ ANS)	EMPLOI TOTAL (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POINT DE POURCENTAGE SUR CINQ ANS)	EMPLOI DES FEMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POINT DE POURCENTAGESUR CINQ ANS)	EMPLOI DES HOMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POINT DE POURCENTAGESUR CINQ ANS)
AFRIQUE DU SUD	6,91	8,75	13,96	4,71	3,08	4,28	1,88
CHILI	18,94	1,46	0,70	2,06	0,72	0,30	1,17
COLOMBIE	1,30	2,03	2,93	1,27	0,99	1,28	0,69
CORÉE DU SUD	23,69	18,01	22,39	13,76	10,25	10,88	8,99
INDE	16,90	4,59	7,85	3,96	1,14	0,65	1,60
INDONÉSIE	15,29	12,46	13,70	11,63	5,49	4,93	6,06
PHILIPPINES	0,49	0,21	0,10	0,30	0,08	0,03	0,13
TURQUIE	4,90	3,05	4,16	2,60	1,08	0,85	1,33
MOYENNE	11,05	6,32	8,22	5,04	2,86	2,90	2,73
ÉCONOMIE VERTE (REEPT)							
	PIB (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGESUR CINQ ANS)	EMPLOI TOTAL (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGE SUR CINQ ANS)	EMPLOI DES FEMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGESUR CINQ ANS)	EMPLOI DES HOMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGESUR CINQ ANS)	EMPLOI TOTAL (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POINT DE POURCENTAGE SUR CINQ ANS)	EMPLOI DES FEMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POINT DE POURCENTAGESUR CINQ ANS)	EMPLOI DES HOMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POINT DE POURCENTAGESUR CINQ ANS)
AFRIQUE DU SUD	4,98	9,40	10,75	7,73	3,31	3,30	3,09
CHILI	10,18	5,17	4,72	5,53	2,55	1,99	3,13
COLOMBIE	16,12	26,98	26,41	27,46	13,20	11,51	14,99
CORÉE DU SUD	7,06	7,05	7,96	6,37	4,01	3,87	4,16
INDE	12,73	3,84	6,44	3,36	0,96	0,53	1,36
INDONÉSIE	4,76	0,85	1,25	0,58	0,38	0,45	0,30
PHILIPPINES	1,86	0,86	0,74	0,95	0,34	0,26	0,43
TURQUIE	21,98	5,69	5,00	5,97	2,01	1,02	3,04
MOYENNE	9,96	7,48	7,91	7,24	3,34	2,87	3,81

Pour finir, nous présentons les effets d'une politique monétaire et budgétaire combinant une augmentation répétée des dépenses publiques dans l'économie des soins, l'économie verte et d'autres infrastructures, d'un point de pourcentage du PIB chaque année sur une période de cinq ans, à partir de la somme des effets indiqués à la figure 3

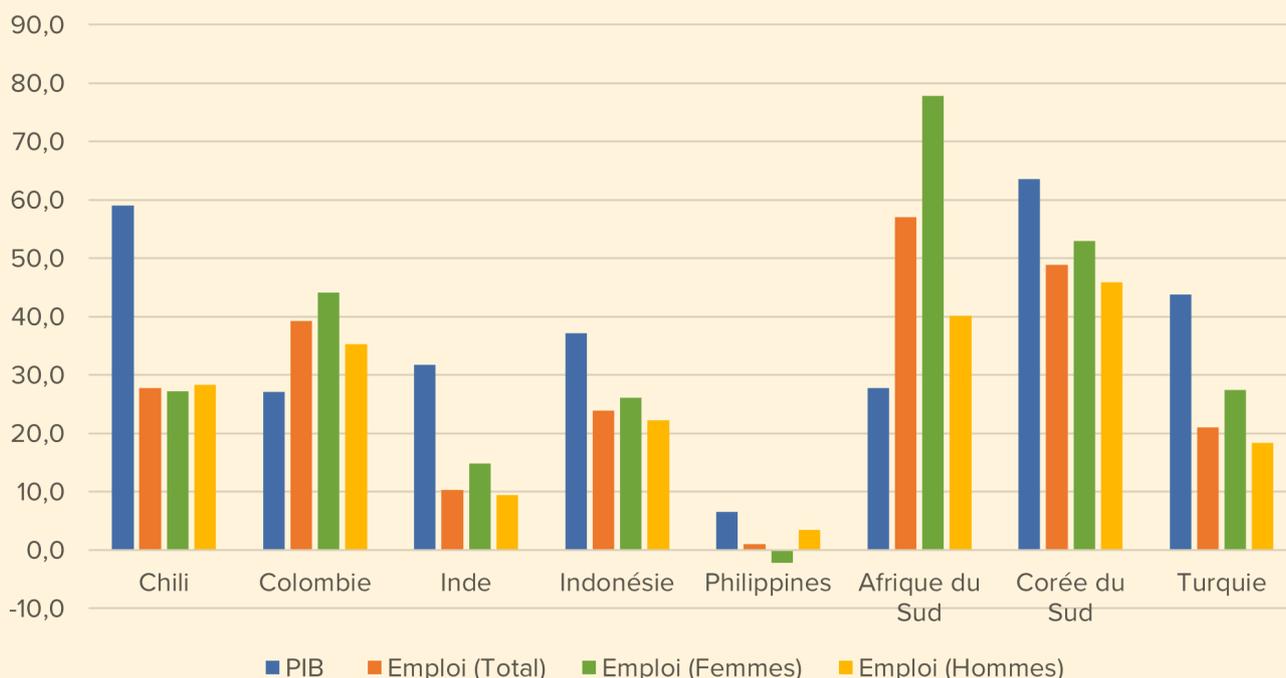
pour la FBCF, à la figure 5 pour l'économie des soins, et à la figure 7 pour l'économie verte. La figure 8 et le tableau 4 (ci-dessous) indiquent les effets cumulatifs à l'issue de la période de cinq ans. Au terme des cinq ans, l'augmentation cumulative du PIB s'élève à 6,6 % aux Philippines, 27,1 % en Colombie, 27,8 % en Afrique du Sud, 31,8 % en Inde, 37,2 % en

Indonésie, 43,8 % en Turquie, 59 % au Chili, et 63,6 % en Corée du Sud. À la fin des cinq ans, l'emploi total cumulatif (dans le secteur non agricole) augmente de 1 % aux Philippines, 10,3 % en Inde, 21 % en Turquie, 23,8 % en Indonésie, 27,8 % au Chili, 39,3 % en Colombie, 48,9 % en Corée du Sud, et 57 % en Afrique du Sud. En moyenne, le PIB augmente de 37,1 %, l'emploi de 28,6 %, l'emploi des hommes de 25,4 % et l'emploi des femmes de 33,5 %. La création d'un nombre élevé de nouveaux emplois (320.000 aux Philippines, 2,2 millions au Chili, 4,9 millions en Turquie, 7,9 millions en Colombie, 9 millions en Afrique du Sud, 12,6 millions en Corée du Sud, 22,4 millions en Indonésie, 27,6 millions en Inde) indique la capacité potentielle des emplois verts et des emplois des soins à convertir les secteurs

polluants à forte intensité de carbone issus des combustibles fossiles. Au début, il existe de fortes disparités entre hommes et femmes dans l'emploi, et à la fin des mesures politiques de relance, davantage d'emplois ont été créés pour les hommes que pour les femmes (sauf en Colombie et en Afrique du Sud) en dépit de taux de croissance plus élevés pour l'emploi des femmes (hormis aux Philippines). Il est important d'élaborer des politiques d'embauche et de formation pour faire en sorte que les nouveaux emplois de l'économie verte et des infrastructures physiques soient aussi destinés aux femmes pour lutter contre les schémas de ségrégation professionnelle existants, avec une prédominance des femmes dans l'économie des soins et une faible proportion de femmes dans l'économie verte.

FIGURE 8. POLITIQUE MONÉTAIRE ET BUDGÉTAIRE COMBINANT DÉPENSES PUBLIQUES DANS L'ÉCONOMIE DES SOINS ET L'ÉCONOMIE VERTE, ET D'AUTRES INFRASTRUCTURES : SOMME DE LA VARIATION CUMULATIVE DU PIB ET DE L'EMPLOI (TOTAL, FEMMES, HOMMES, SECTEUR NON AGRICOLE) EN POURCENTAGE ET NOMBRE DE NOUVEAUX EMPLOIS (EMPLOI TOTAL, FEMMES, HOMMES, SECTEUR NON AGRICOLE) AU TERME DE CINQ ANS SUITE À UNE AUGMENTATION RÉPÉTÉE DES DÉPENSES PUBLIQUES DANS LA FBCF, L'ÉCONOMIE DES SOINS ET L'ÉCONOMIE VERTE (REEEPT) D'UN POINT DE POURCENTAGE DU PIB CHAQUE ANNÉE.

8a. Variation du PIB et de l'emploi (total, femmes, hommes, secteur non agricole) en pourcentage



8b. Nombre de nouveaux emplois (milliers)

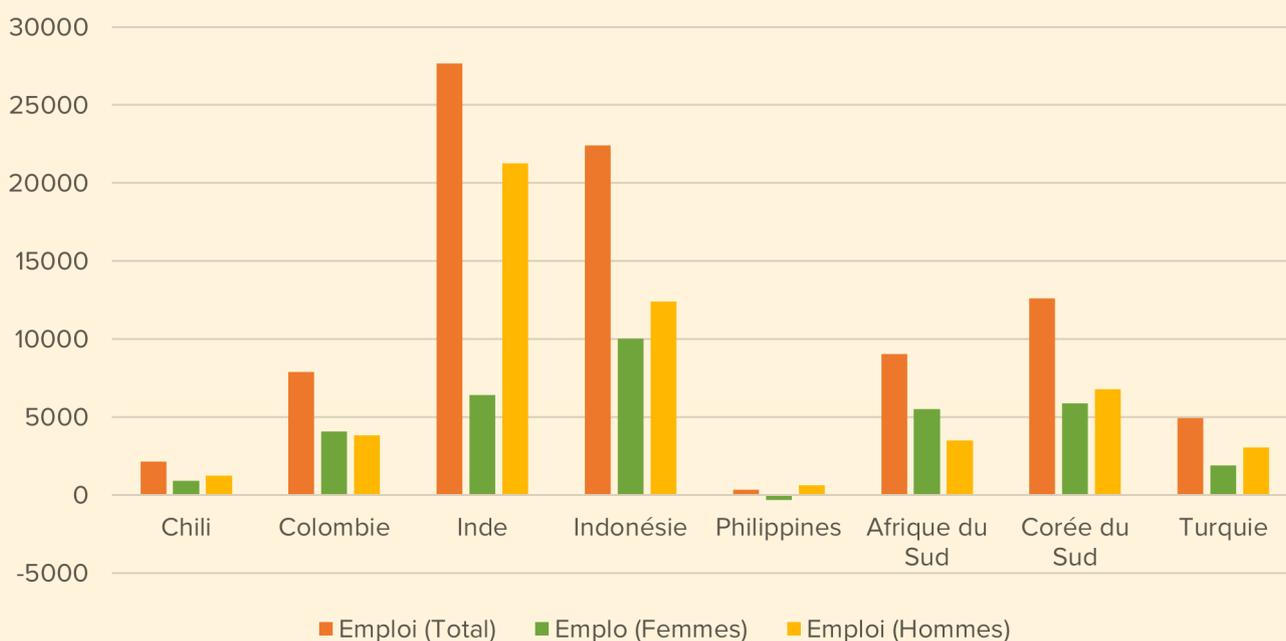


TABLEAU 4. SOMME DE LA VARIATION CUMULATIVE DU PIB ET DE L'EMPLOI (TOTAL, FEMMES, HOMMES, SECTEUR NON AGRICOLE) EN POURCENTAGE ET NOMBRE DE NOUVEAUX EMPLOIS (EMPLOI TOTAL, FEMMES, HOMMES, SECTEUR NON AGRICOLE, EN MILLIERS) AU TERME DE CINQ ANS SUITE À UNE AUGMENTATION RÉPÉTÉE DES DÉPENSES PUBLIQUES DANS LA FBCF, L'ÉCONOMIE DES SOINS ET L'ÉCONOMIE VERTE (REEEPT) D'UN POINT DE POURCENTAGE DU PIB CHAQUE ANNÉE.

	PIB (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGE SUR CINQ ANS)	EMPLOI TOTAL (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGE SUR CINQ ANS)	EMPLOI DES FEMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGE SUR CINQ ANS)	EMPLOI DES HOMMES (SECTEUR NON AGRICOLE) (VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGE SUR CINQ ANS)	NOMBRE TOTAL DE NOUVEAUX EMPLOIS (EN MILLIERS, VARIATION CUMULATIVE SUR CINQ ANS)	NOUVEAUX EMPLOIS POUR LES FEMMES (EN MILLIERS, VARIATION CUMULATIVE SUR CINQ ANS)	NOUVEAUX EMPLOIS POUR LES HOMMES (EN MILLIERS, VARIATION CUMULATIVE SUR CINQ ANS)
AFRIQUE DU SUD	27,8	57	77,9	40,2	9013	5503	3511
CHILI	59	27,8	27,2	28,3	2152	919	1234
COLOMBIE	27,1	39,3	44,1	35,2	7869	4051	3818
CORÉE DU SUD	63,6	48,9	53	45,8	12621	5857	6764
INDE	31,8	10,3	14,8	9,4	27642	6392	21250
INDONÉSIE	37,2	23,8	26,2	22,2	22414	10030	12383
PHILIPPINES	6,6	1	-2,2	3,5	320	-315	635
TURQUIE	43,8	21	27,5	18,3	4950	1909	3041
MOYENNE	37,1	28,6	33,5	25,4			

Note : Calculs réalisés à partir des résultats présentés à la figure 8.

Conclusion et répercussions politiques

Il est possible de construire une société bienveillante et durable suite à la pandémie, et l'investissement public dans des secteurs stratégiques profitables aux personnes et à la planète sera la clé de ce programme politique.

Ce rapport a pour objectif d'étudier l'impact des dépenses publiques dans l'économie des soins, l'économie verte et les infrastructures sur l'emploi des hommes et des femmes et sur le PIB dans des économies émergentes. Nous avons analysé les effets sexospécifiques sur l'emploi de ces trois types de dépenses publiques et souligné l'importance d'une politique monétaire et budgétaire qui veille à une transition verte équitable pour les deux genres et qui prenne en considération aussi bien la transition écologique que les besoins de soins des pays.

Nous avons évalué les effets multiplicateurs budgétaires connexes des dépenses publiques dans l'économie des soins, l'économie verte et les infrastructures. Les effets multiplicateurs sur le PIB sont toujours positifs et, dans la plupart des pays, ils sont substantiels pour toutes les catégories de dépenses et supérieurs à un à moyen terme. En ce qui concerne les multiplicateurs supérieurs à un dans le domaine des infrastructures physiques publiques (suite à une augmentation ponctuelle), ils se situent au bout de cinq ans entre 1,9 en Colombie et 4,6 en Corée du Sud ; à l'issue des cinq ans, les effets multiplicateurs des dépenses de soins sur le PIB se situent entre 1,6 en Turquie et en Afrique du Sud et 4,5 en Corée du Sud, et les effets multiplicateurs des dépenses publiques dans l'économie verte se situent entre 1,1 en Corée du Sud et 4,5 en Turquie. Les différences entre les pays indiquent que non seulement le montant est important, mais aussi la composition et le caractère ciblé des

dépenses, outre les différences en termes de dépendance vis-à-vis des importations ou du degré d'informalité de l'économie.

Nous avons présenté une simulation politique des effets d'une augmentation annuelle des dépenses publiques dans les infrastructures physiques, l'économie des soins et l'économie verte de l'ordre d'un point de pourcentage du PIB sur une durée de cinq ans. Une augmentation annuelle de l'investissement public dans les infrastructures physiques d'un point de pourcentage du PIB à l'issue de cinq ans génère une augmentation cumulative du PIB entre 4,1 % aux Philippines et 23,5 % en Corée du Sud, et une augmentation cumulative de l'emploi total entre 1,5 % en Inde et 31,5 % en Afrique du Sud. En moyenne, le PIB et l'emploi augmentent tous deux de 12 %. Dans six pays, l'emploi des hommes et des femmes augmente et, au Chili, en Colombie, en Indonésie, en Afrique du Sud et en Turquie, le taux d'augmentation de l'emploi des femmes est plus élevé, bien que le nombre de nouveaux emplois occupés par les femmes soit toujours inférieur à celui des hommes, en raison des disparités initiales entre les deux sexes. Aux Philippines et en Inde, l'effet sur l'emploi n'est positif et significatif que pour les hommes. Ces différences montrent qu'il est important de prendre en compte la dimension de genre pour évaluer l'impact de l'investissement public sur l'emploi.

Une augmentation annuelle des dépenses publiques dans l'économie des soins d'un point de pourcentage entraîne au bout de cinq ans une augmentation cumulative du PIB entre 0,5 % aux Philippines, 1,3 % en Colombie, 4,9 % en Turquie, 15,3 % en Indonésie, 16,9 % en Inde et 23,7 % en Corée du Sud. L'emploi total augmente à hauteur de 0,2 % aux Philippines,

1,5 % au Chili, 3,1 % en Turquie, 12,5 % en Indonésie, 4,6 % en Inde et 18 % en Corée du Sud, ce qui crée des emplois pour les femmes et pour les hommes, bien qu'à un rythme plus soutenu pour les femmes. En moyenne, le PIB augmente de 11,1 % et l'emploi de 6,3 %. Une augmentation annuelle des dépenses publiques dans l'économie verte d'un point de pourcentage entraîne au bout de cinq ans une augmentation cumulative du PIB entre 1,9 % aux Philippines, 4,8 % en Indonésie, 12,7 % en Inde et 22 % en Turquie. L'effet cumulatif sur l'emploi total affiche 0,9 % aux Philippines et en Indonésie, 5,7 % en Turquie et 27 % en Colombie. En moyenne, le PIB augmente de 10 % et l'emploi de 7,5 %. En dernier lieu, nous avons présenté les effets d'une politique monétaire et budgétaire combinant une augmentation répétée des dépenses publiques dans l'économie des soins, l'économie verte et d'autres infrastructures physiques (logement, écoles et hôpitaux, par exemple) d'un point de pourcentage du PIB pour chacun des secteurs, chaque année pendant cinq ans. En moyenne, le PIB augmente de 37,1 %, l'emploi de 28,6 %, l'emploi des hommes de 25,4 %, et l'emploi des femmes de 33,5 %. La création de nombreux nouveaux emplois (320.000 aux Philippines, 2,2 millions au Chili, 4,9 millions en Turquie, 7,9 millions en Colombie, 9,0 millions en Afrique du Sud, 12,6 millions en Corée du Sud, 22,4 millions en Indonésie, 27,6 millions en Inde) fait état de la capacité potentielle des emplois verts et des emplois des soins à se détourner des secteurs polluants à forte intensité de carbone issus des combustibles fossiles. Au début, il existe de fortes disparités entre hommes et femmes dans l'emploi, et à la fin de ces mesures politiques de relance, davantage d'emplois ont été créés pour les hommes que pour les femmes (sauf en Colombie et en Afrique du Sud) en dépit de taux de croissance plus élevés pour l'emploi des femmes (hormis aux Philippines). Il est important d'élaborer des politiques d'embauche et de formation pour faire en sorte que les nouveaux emplois de l'économie verte et des infrastructures physiques soient aussi destinés

aux femmes pour lutter contre les schémas de ségrégation professionnelle existants, avec une prédominance des femmes dans l'économie des soins et une faible proportion de femmes dans l'économie verte.

Les observations indiquent clairement la capacité des emplois verts et des emplois des soins à convertir les secteurs polluants à forte intensité de carbone issus des combustibles fossiles. Dans ce contexte, le développement de l'économie des soins est non seulement nécessaire en soi, mais il offre en outre la possibilité de transformer les activités à forte intensité de carbone ou reposant sur les combustibles fossiles. L'économie des soins est un secteur sobre en carbone doté d'un important potentiel de création d'emplois compte tenu de la forte intensité de main-d'œuvre qui le caractérise. La transition à travers les secteurs crée par ailleurs de nouveaux besoins d'éducation et de formation, qui viennent eux aussi s'ajouter à la nécessité d'accroître les dépenses publiques dans l'économie des soins.

Comment financer de tels investissements ? Les dépenses publiques, même sans augmentations des taux d'imposition, sont en partie autofinancées grâce aux importants effets multiplicateurs. Or, l'ampleur et l'urgence des besoins sociaux et écologiques pour répondre efficacement aux crises entrecroisées des inégalités, des soins et du changement climatique requièrent l'utilisation de toutes les politiques disponibles. Le recours à l'emprunt public pour financer une partie de ces dépenses peut se justifier, compte tenu des effets à moyen terme sur la productivité et la durabilité. Sinon, pour présenter les choses sous un angle plus négatif, les préjudices prévisibles pour l'écologie, la société et l'économie, si l'on ne répond pas à temps aux besoins d'investissement, indiquent qu'une politique budgétaire responsable nécessite des dépenses publiques urgentes et considérables, financées par tous les moyens, y compris

l'emprunt. De même, en ce qui concerne les dépenses publiques dans l'économie des soins, face à leurs effets à long terme sur la productivité, elles pourraient être davantage considérées comme un investissement public dans les infrastructures sociales que comme des dépenses courantes, ce qui justifie le recours à l'emprunt pour financer les dépenses en cas de besoin.

Les banques nationales et régionales d'investissement qui travaillent en collaboration avec les gouvernements et les banques centrales jouent également un rôle crucial dans le financement des projets d'infrastructures publiques à grande échelle.

Au final, l'ampleur des dépenses exige une combinaison d'imposition progressive sur les revenus et la richesse. Onaran, Oyvat, Fotopoulou (2019a) estiment que, au Royaume-Uni, une hausse du taux de l'impôt sur la fortune génère un impact positif fort sur la production, donc sur l'emploi et le budget, du fait que cela diminue la concentration des richesses, ce qui réduit la financiarisation des entreprises non financières, la concentration du marché et les barrières à l'entrée, tout en stimulant l'investissement privé. En tant que tel, l'impôt sur la fortune constitue une politique particulièrement efficace pour financer les dépenses publiques dans l'économie verte, en combattant en parallèle les inégalités de revenu, de genre et de richesse. Tippet, Wildauer, Onaran (2021) présentent le potentiel de recettes fiscales que constitue un régime progressif d'impôt sur la fortune à l'intention des 1 % des ménages britanniques les plus riches. Ce calcul est particulièrement important après la pandémie, qui a probablement exacerbé l'inégalité de richesse.

Il est primordial de noter que toute politique devrait impliquer la coordination de politiques monétaires et budgétaires. La séparation nette entre politique monétaire et politique budgétaire devient de plus en plus difficile

à justifier. Une politique monétaire efficace implique la coordination avec une politique budgétaire expansionniste, qui vise un investissement public à long terme dans les soins et les infrastructures vertes, adopte une approche de la politique fondée sur les besoins et réfléchit à des stratégies à long terme pour lutter contre les inégalités et œuvrer en faveur de la durabilité sociale, économique et écologique. La décennie passée nous enseigne que le mandat des banques centrales devrait comporter un double objectif : celui du plein emploi ou du niveau d'emploi élevé et d'une inflation suffisamment importante pour être compatible avec ce niveau d'emploi – en se maintenant à l'intérieur d'une fourchette et en donnant plus de poids à l'emploi. Bien que la politique monétaire non conventionnelle (assouplissement quantitatif) se soit montrée très utile en termes de politique depuis la grande récession, ce qui a permis de stabiliser les marchés financiers et de prévenir une nouvelle grande dépression, la politique monétaire est moins efficace que la politique budgétaire. Une des raisons à cela est que l'élasticité (sensibilité) de l'investissement des entreprises privées vis-à-vis du taux d'intérêt est faible alors que son élasticité par rapport à la demande est élevée. De surcroît, l'assouplissement quantitatif a contribué aux inégalités, à la financiarisation et à la concentration plus forte des richesses entre les mains des 1 % les plus riches par le jeu de l'inflation du prix des actifs, ce qui a provoqué une baisse de l'investissement des entreprises privées (Onaran, Oyvat, Fotopoulou 2019a, Tori et Onaran 2018, 2021, 2022) puis, par voie de conséquence, une diminution de la productivité.

La coordination politique internationale peut aussi avoir une influence sur le cours des choses, en particulier dans les économies émergentes. Les effets des dépenses publiques sont plus forts, et les effets négatifs sur la balance des paiements courants sont modérés, si les politiques sont mises en œuvre simultanément dans tous les pays (Onaran,

2016; Obst et al., 2016; Wildauer et al., 2021). Si les grandes économies à revenu élevé montrent le chemin, leurs actions ouvriront la voie aux petites économies émergentes dépendantes des importations et limitées par leur balance des paiements. Du point de vue des économies émergentes, un investissement public inscrit dans une politique industrielle bien conçue est indispensable au changement structurel et aux gains de productivité. Pour faire face aux contraintes de la balance des paiements à court terme, d'autres politiques sont nécessaires en termes de contrôle de capital et de politiques d'investissement direct à l'étranger. Enfin, deux politiques qui luttent contre d'autres inégalités mondiales exacerbées après la pandémie se distinguent : tout d'abord, l'annulation ou la restructuration d'une partie de la dette des pays en développement doit faire partie intégrante du programme de développement international ; ensuite, un transfert de technologie visant à soutenir une production mondiale de masse à but non lucratif de biens publics essentiels – allant des vaccins et des médicaments aux panneaux solaires, turbines ou batteries de stockage de l'énergie renouvelable – est le seul moyen de remédier aux crises mondiales telles que la pandémie ou le changement climatique, dans le contexte de la justice climatique mondiale.

La coordination entre les politiques budgétaires et les politiques de marché du travail renforce les effets des dépenses budgétaires et atténue les pressions financières, dans la mesure où des salaires plus élevés génèrent une hausse des recettes fiscales (Onaran, 2016; Obst et al., 2016; Onaran et al., 2019a). Des institutions du travail solides – notamment des syndicats forts et bien coordonnés, une législation sur l'égalité salariale, une meilleure sécurité de l'emploi, des contrats de travail permanents, des salaires minimums plus élevés, et des congés parentaux équitables et plus adaptés – constituent des objectifs politiques positifs pour le développement durable fondé sur l'égalité.

En outre, la réglementation du marché du travail en faveur d'une semaine de travail plus courte peut améliorer l'égalité des genres en ce qui concerne le travail rémunéré et non rémunéré et les revenus, tout en facilitant la transition verte, et en assurant une meilleure productivité (Onaran et Calvert Jump, 2022). Le fait de disposer de plus de temps peut encourager les changements de comportement au profit de modes de vie plus écologiques, et remplacer les habitudes génératrices de carbone par des travaux ménagers, des activités de loisirs et des déplacements qui demandent plus de travail et de temps. Une semaine de travail plus courte permettrait par exemple de cuisiner des ingrédients frais et locaux au lieu de réchauffer des plats cuisinés du commerce, de produire sa propre nourriture, d'utiliser des produits textiles lavables et non jetables, de se déplacer à pied ou à vélo au lieu de prendre la voiture, ou de réduire les déplacements domicile-travail. Davantage de temps personnel favoriserait également l'éducation personnelle, la lecture, l'interaction avec le reste de la communauté, les relations sociales et l'exercice physique plutôt que la consommation matérielle¹⁵.

Dans ce rapport, nous n'avons pas analysé les effets des dépenses publiques sur les émissions de gaz à effet de serre, le changement climatique ou l'épuisement des ressources matérielles. Une meilleure efficacité énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables facilitent la transition vers une économie zéro carbone, mais une activité économique accrue exerce une pression sur l'écologie à la fois en termes d'émissions et d'utilisation des matières premières. Les limites de la planète, quant à la biosphère et aux ressources matérielles, exigent des recherches plus approfondies sur le juste dosage des politiques budgétaires et monétaires combinant des taxes carbone, des subventions vertes et des dépenses publiques dans l'économie verte, et d'autres politiques incitant à modifier efficacement le comportement des individus.

¹⁵ Voir Onaran et Calvert Jump (2022) ; Stronge et Harper (2019) ; Knight, Rosa et Schor (2013).

CSI
Confédération Syndicale Internationale

info@ituc-csi.org

www.ituc-csi.org

Téléphone: +32 (0)2 224 0211

Fax: +32 (0)2 201 5815

Boulevard du Roi Albert II, 5, Bte 1
1210 Bruxelles - Belgique

Éditeur légalement responsable:
Owen Tudor, Secrétaire général adjoint

